

# INPRECOR

Numéro 235 du 2 février 1987 - 12FF - 85FB - 4FS



**ECONOMIE**

**Le Système monétaire européen**

**AFGHANISTAN**

**Sept ans après l'intervention soviétique**

## Sommaire du numéro 235 du 2 février 1987

3	ECONOMIE	Le Système monétaire européen	Ernest MANDEL
7	AFGHANISTAN	Sept ans après l'intervention soviétique	Michel LEQUENNE
10	CUBA	Amorce d'un débat économique	Juan José GONZALEZ
13	PHILIPPINES	Les éléments essentiels de la nouvelle situation politique se dessinent	Paul PETITJEAN
17	PAYS-BAS	La crise de la gauche radicale	Robert WENT
19	NICARAGUA	Du « Contragate » à la déroute de la « contra »	William I. ROBINSON

22	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	BELGIQUE : Congrès de la Jeune Garde Socialiste. ZAMBIE : Le gouvernement contraint de reculer. QUEBEC : Victoire du mouvement étudiant. REVUES : <i>Perspectiva Mundial</i> a dix ans. ETATS-UNIS : Congrès de Socialist Action. PHILIPPINES : Une lettre du Partido ng Bayan. JEUNES : Tournée européenne des étudiants français. MARXISME : Une étude sur la révolution chinoise.		

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# Le Système monétaire européen

**R**EUNIS le 11 janvier à Bruxelles, les douze ministres des Finances de la Communauté économique européenne (CEE) ont décidé un réajustement au sein du Système monétaire européen (SME).

La chute du dollar, qui se poursuit sur toutes les places financières, a entraîné une forte spéculation sur le mark allemand et donc une hausse de ce dernier, mais aussi une baisse des monnaies les plus faibles au sein du SME, notamment le franc français.

La France a refusé de dévaluer une seconde fois en moins d'un an : la dernière dévaluation date du lendemain des élections législatives de mars 1986.

Finalement, le 12 janvier les ministres des Douze parve-

naient à un accord... boiteux. Le mark allemand et le florin néerlandais étaient réévalués de 3 %, les francs belge et luxembourgeois de 2 %, la France refusant de faire baisser sa monnaie. « *Pour des raisons politiques, la France n'a pas voulu dévaluer sa monnaie en même temps que le mark était réévalué. C'est une faute économique qui se paiera tôt ou tard* », estiment les banquiers allemands. (cf *Le Monde* du 1er janvier 1987).

En fait, à peine signé, l'accord au sein du SME est de nouveau menacé par la chute du dollar qui a repris de plus belle entraînant l'envol du mark et du yen, malgré l'intervention des banques centrales. ■

Ernest MANDEL

L'économie capitaliste est une économie monétaire. La production est une production de marchandises : presque tout ce qui est produit doit être vendu. La vente est un échange de marchandises contre de l'argent. L'économie capitaliste est une économie internationale. Le marché mondial est structuré en économies nationales, ayant chacune sa propre monnaie. Comme l'armée, sinon même plus, la monnaie est le signe de la souveraineté nationale. Ces monnaies nationales se rapportent les unes aux autres dans un système monétaire international. En conséquence, le fonctionnement de l'économie capitaliste dépend étroitement de la solidité relative et du fonctionnement de ce système monétaire international.

## MONTÉE ET DÉCLIN DU DOLLAR

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'essor du capitalisme se traduisait notamment par la stabilité du système monétaire international fondé sur l'étalon-or. La plupart des grandes puissances capitalistes avaient des monnaies nationales convertibles en or. La livre-sterling, devise de la principale puissance impérialiste de l'époque, la Grande-Bretagne, était aussi stable que l'or.

La crise structurelle du capitalisme mondial, ouverte en 1914, s'est reflétée dans la crise du système monétaire international. L'un après l'autre, les pays ont abandonné l'étalon-or. Aucune monnaie nationale ne pouvait se substituer pour l'ensemble des pays au rôle de l'or. Le marché mondial s'est segmenté en différents secteurs régionaux ayant chacun sa monnaie de référence. Le commerce mondial s'est contracté. La production avait tendance à stagner ou à baisser.

La crise du système monétaire inter-

national était étroitement liée à la concurrence inter-impérialiste exacerbée, c'est-à-dire à l'absence d'hégémonie d'une puissance impérialiste. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale en 1945, cette situation s'est provisoirement résolue. Dans le monde capitaliste, les Etats-Unis ont émergé comme puissance industrielle et militaire dominante. Leur suprématie financière correspondait à cette hégémonie économique et politique.

Le système monétaire se mit à fonctionner sur la base d'un étalon dollar-or, le Gold Exchange Standard. Le dollar était aussi solide que l'or, convertible en or. Il servait de monnaie de réserve à toutes les autres monnaies. Le système monétaire international était alors relativement solide. Le commerce mondial a connu un large essor, stimulant l'expansion de la production matérielle. Un quart de siècle de croissance économique accélérée, une « onde longue expansive », s'est substituée à la longue période de quasi stagnation qui s'était étendue de 1913 à 1940.

Mais l'hégémonie américaine ne pouvait être éternelle. Elle a été affaiblie par la remontée spectaculaire de la puissance, d'abord industrielle, puis financière, des vaincus de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne occidentale et le Japon, mais aussi, dans une moindre mesure, des puissances européennes mineures.

L'avance prise par les Etats-Unis en matière de productivité industrielle du travail s'est graduellement érodée. La part du commerce américain dans le marché mondial a commencé à se réduire. Les exportations européennes et japonaises de capitaux ont peu à peu connu un essor parallèle à celui des exportations de leurs produits industriels. Les multinationales ont cessé d'être essentiellement américaines. Autant qu'américaines et canadiennes, elles sont deve-

nues européennes ou, plus simplement, allemandes, britanniques, suisses, françaises et japonaises.

Les Etats-Unis ont souffert d'un déficit chronique de leur balance des paiements. Les réserves d'or déposées à Fort Knox se sont mises à fondre comme neige au soleil. L'Amérique n'a pas pu conserver la convertibilité du dollar en or. En 1969-1972, celle-ci était supprimée. Le système monétaire international établi à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dit système de Bretton Woods (1), s'effondrait.

Le dollar n'était plus « bon comme l'or ». Un désordre croissant s'est installé dans le domaine des cours de change entre devises, une instabilité croissante comme dans la période de l'Entre-deux-guerres, produisant une succession de variations des taux de change des monnaies entre elles.

Cette instabilité et cette insécurité croissantes favorisent la spéculation par rapport à la production, les investissements à court terme, voire les fuites de capitaux au jour le jour, ce qui va à l'encontre des investissements à moyen et long termes qui sont décisifs pour l'amélioration et l'extension de la production. Le résultat en est un renforcement des tendances à la baisse du taux de croissance économique, à la stagnation de la production matérielle. Nous sommes passés d'une « onde longue expansive » à une « onde longue dépressive », qui a commencé à la fin des années 1960. Elle dure toujours et durera encore longtemps. Elle présente beaucoup d'analogies avec la

1. Les accords passés à la conférence de Bretton Woods en 1944 ont jeté la base du système monétaire international de l'après-guerre et ont notamment décidé de la création du Fonds monétaire international (FMI) mais aussi établi que le dollar était désormais la seule monnaie convertible en or.

période de l'Entre-deux-guerres.

L'économie capitaliste, comme la nature, a horreur du vide. Le déclin du dollar a stimulé une remontée d'autres devises, avant tout du Deutsche Mark (DM) et du yen japonais comme monnaies internationales. Des échanges internationaux sont effectués dans ces monnaies. Des emprunts internationaux, des obligations émises par des firmes, des entités semi-étatiques ou des Etats sont exprimés dans ces monnaies. De plus en plus de transactions sont libellées dans ces monnaies. Elles deviennent ainsi monnaies de réserve d'autres monnaies nationales (2).

#### A LA RECHERCHE D'UN SUBSTITUT AU DOLLAR

Mais cette remontée a été très modeste. Elle concerne aujourd'hui tout au plus 10 à 15 % des mouvements de marchandises et de capitaux sur le marché mondial. Ni la République fédérale allemande (RFA) ni le Japon n'occupent une place sur le marché mondial compa-

nable à celle des Etats-Unis pendant la période 1940-1970 ou à celle de la Grande-Bretagne durant la période 1850-1890. Il n'y a pas d'hégémonie industrielle et militaire allemande ou japonaise qui se serait substituée à l'hégémonie américaine. Donc, il n'est pas matériellement et politiquement possible que le Deutsche Mark ou le yen remplissent un rôle identique à celui du dollar pendant la longue phase d'expansion qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale.

A première vue, la situation apparaît différente si l'on regarde non plus l'Allemagne occidentale ou le Japon pris séparément, mais les six pays qui ont constitué à l'origine la Communauté économique européenne (CEE), la RFA, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, voire les douze pays qui en font actuellement partie, les six pays fondateurs plus la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Ces pays occupent sur le marché mondial des marchandises et des capitaux une

position similaire à celle des Etats-Unis à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Théoriquement, ils pourraient créer un nouveau pivot monétaire du commerce mondial et remédier en partie à l'instabilité monétaire chronique.

Nous disons en partie car, même s'il y avait une monnaie européenne commune et une stabilité monétaire réelle en Europe, les rapports entre cette monnaie et le dollar d'une part, le yen d'autre part, sans parler des rapports avec les devises des principales puissances semi-industrialisées du Tiers monde, telles le Brésil, le Mexique, la Corée du Sud, Taiwan, l'Afrique du Sud, resteraient sujettes à de fortes fluctuations en fonction des exigences de la concurrence.

Cela explique la pression constante qui s'exerce depuis des années en faveur de l'émergence de cette monnaie européenne qui a déjà reçu un nom, l'ECU, et un début d'existence, aux confins du réel et de l'ectoplasme.

L'émergence du Système monétaire européen fondé sur l'ECU correspond aussi par ailleurs à la tendance à la consolidation du Marché commun lui-même. Elle exprime le désir des grands trusts, monopoles, multinationales et banques ayant principalement des propriétaires européens, face à leurs concurrents américains, japonais ou autres, de voir leurs intérêts sur le marché mondial mieux défendus par une puissance étatique qu'ils ne le sont par des Etats-nations manifestement inadéquats aux formes internationales d'organisation de la production et des finances capitalistes d'aujourd'hui.

#### ÉMERGENCE ET DIFFICULTÉS DU SYSTEME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Seulement voilà, les conditions mêmes qui favorisent la naissance de l'ECU, du Système monétaire européen, en limitent simultanément l'étendue, le champ d'application et l'efficacité.

Nous avons dit que l'existence d'une monnaie, d'une devise autonome est un des signes majeurs de la souveraineté nationale dans le cadre d'une économie marchande, une économie de marché. Il ne faut pas interpréter le terme « signe » dans un sens symbolique, idéologique, ou même comme l'expression de la « volonté » d'une classe possédante. Il s'agit avant tout d'un phénomène matériel de puissance, de pouvoir économique et politique d'un Etat, c'est-à-dire de sa classe dominante, ou de ses classes dominantes.

Pour qu'une monnaie soit une vraie monnaie, il faut qu'il y ait un vrai Etat capable de la défendre avec tous les moyens nécessaires : réserves de change, système douanier, politique commerciale unique à l'égard des concurrents étrangers contrôle des changes qui puisse perturber

2. Voir à ce sujet, l'article d'Ernest Mandel, paru dans *Inprecor* numéro 227 du 6 octobre 1986.

### INPRECOR A PUBLIE

**Inprecor suit régulièrement la crise économique et ses conséquences.**

**Voici les articles les plus importants sur la crise du système monétaire international et sur l'Europe que nous avons publiés ces trois dernières années :**

- De la récession 1980-1982 à une reprise faible et désynchronisée en 1983  
Winfried Wolf N°151 30 mai 1983
- Le système monétaire européen et la crise du marché commun  
Ernest Mandel N°151 30 mai 1983
- Crise du marché commun  
Ernest Mandel N°163 19 décembre 1983
- Fonction et limites du marché commun  
Ernest Mandel N°171 16 avril 1984
- Une reprise couplée à une crise financière aggravée  
Ernest Mandel N°178 23 juillet 1984
- La situation économique au début de 1985  
Ernest Mandel N°193 1 avril 1985
- La chute du dollar  
Winfried Wolf N°195 29 avril 1985
- La dynamique infernale de la spirale de l'endettement  
Ernest Mandel N°217 14 avril 1986
- Les perspectives pour l'économie internationale en 1986-1987  
Ernest Mandel N°227 6 octobre 1986

**Peut-être n'avez-vous pas certains de ces numéros. Vous pouvez vous les procurer au prix de 10 francs l'exemplaire, en nous écrivant  
INPRECOR- 2, rue Richard Lenoir -  
93108-MONTREUIL**

## Qu'est-ce-que l'ECU ?

L'ECU est défini par une moyenne pondérée de l'ensemble des monnaies de la CEE. Cette pondération est calculée sur la base de l'importance des échanges commerciaux communautaires de chaque pays. Cette relation entre les monnaies européennes au sein de l'ECU est révisable tous les cinq ans, lorsque le poids d'une des devises varie de plus de 25 % ou encore lorsque s'adjoint une nouvelle monnaie par élargissement de la communauté. L'ECU est coté dans un certain nombre de grandes places financières internationales. Les émissions en ECU ont représentées en 1985 plus de 7 milliards de dollars juste après le mark allemand (9,5 milliards de dollars), mais encore loin derrière le dollar américain (96 milliards). Il est devenu un instrument de placement non négligeable. La composition de l'ECU est donnée par le tableau suivant :

DEVISE	Quantité de devises dans l'ECU (Fixe)	Poids des devises au 10/10/86 (Variable)
Mark allemand	0,719	34,5%
Franc français	1,31	19,2%
Livre sterling	0,0878	12,0%
Lire italienne	140	9,7%
Florin néerlandais	0,256	10,9%
Franc belge +	3,71	
Franc luxembourgeois	0,14	8,9%
Couronne danoise	0,219	2,8%
Livre irlandaise	0,00871	1,1%
Drachme grecque	1,15	0,8%

Le 4 août 1986, date de l'avant-dernier réajustement monétaire au sein du Système monétaire européen (SME), l'ECU valait à Paris 6,87316 FF, à Bruxelles 43,1139 FB et à Francfort 2,11083 DM.

Le SME définit pour chaque devise une valeur plancher et une valeur plafond, de part et d'autre d'une parité centrale. Cette marge est de plus ou moins 2,25 % autour de la parité centrale, sauf pour la lire italienne qui peut varier de 6 %. Les Banques centrales sont tenues d'intervenir chaque fois que les fluctuations monétaires risquent de faire franchir ces limites à une ou plusieurs monnaies. La parité centrale doit aussi être révisée quand sont décidées des réévaluations ou des dévaluations d'une ou plusieurs monnaies.

Les parités centrales sont fixées par rapport à l'ECU. Et les parités centrales relatives entre deux monnaies du SME ne sont que le rapport des parités respectives de ces deux devises par rapport à l'ECU. Ainsi en reprenant le cas du franc français et du mark allemand, la parité centrale du franc par rapport au mark, le 4 août 1986 à Paris, était de 6,87316/2,11083 (x 100), soit 325,61 FF.

Mais sur les dix devises composant l'ECU, deux ne participent pas au Système monétaire européen, le fameux « serpent ». Ce sont la livre sterling et le drachme grec.

Bien que les monnaies britannique et grecque ne fassent pas partie du SME, elles ont de fait une parité centrale implicite par rapport aux autres monnaies du fait de leur intégration à l'ECU. Tout réajustement au sein du SME se traduit tout de même par un réajustement de ces deux monnaies. Lorsque le 4 août 1986 eut lieu un réajustement au sein du SME par une dévaluation de la livre irlandaise de 6,8 % et une réévaluation de toutes les autres monnaies de 1,3 %, la livre sterling a subi une dévaluation implicite de 13,5 % et le drachme de 36,9 %.

gravement sinon entraver les sorties de capitaux. Cela implique qu'il y ait une banque centrale unique, donc une politique économique financière et sociale unique et donc un gouvernement réel.

Or, le Marché commun ne dispose d'aucun de ces instruments et prérogatives d'un véritable Etat, sauf le système douanier commun et quelques lambeaux de pseudo-pouvoirs dans des domaines annexes comme la politique agricole et industrielle « commune » et à certains égards seulement. La CEE n'est pas encore un véritable Etat, une véritable fédération. C'est un quasi-Etat, un semi-Etat, quelque chose d'intermédiaire entre un Etat et une simple alliance entre Etats, une confédération au sens très large du terme. Et le statut de l'ECU reflète en tous points ce statut hybride et particulier de la Communauté économique européenne (CEE).

Les pays membres du Marché commun, et avant tout le plus puissant d'entre eux, la RFA, n'ont pas voulu ni osé mettre en commun leurs réserves de change. Du coup, ils n'ont pas créé une véritable monnaie commune. Chacun des douze pays conserve sa monnaie nationale. L'ECU n'est au départ qu'une unité de compte européenne (European currency unit, ECU, suivant son nom anglais).

Le Système monétaire européen ne supprime pas les fluctuations des taux de change entre les douze pays membres

de la Communauté européenne. Il limite simplement l'ampleur de ces fluctuations à 2,25 %. Et cette limitation ne concerne que sept devises : le mark allemand, le florin néerlandais, le franc français, le franc belgo-luxembourgeois, la lire italienne, la couronne danoise et la livre irlandaise. En outre, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal et la Grèce ne font pas partie du SME. Les fluctuations des taux de change dans le cadre du SME sont donc simplement rendues un peu plus difficiles, c'est-à-dire retardées. Car, lorsque les banques centrales doivent acheter trop de devises nationales et vendre trop de devises étrangères ou d'or pour maintenir les écarts de parités dans une limite comprise entre 2 et 2,25 %, elles finissent par se rendre à l'évidence et on opère alors un ajustement des taux de change, même à l'intérieur du SME. Il y en a déjà eu onze depuis la création du SME en 1979, un douzième est attendu encore pour cette année.

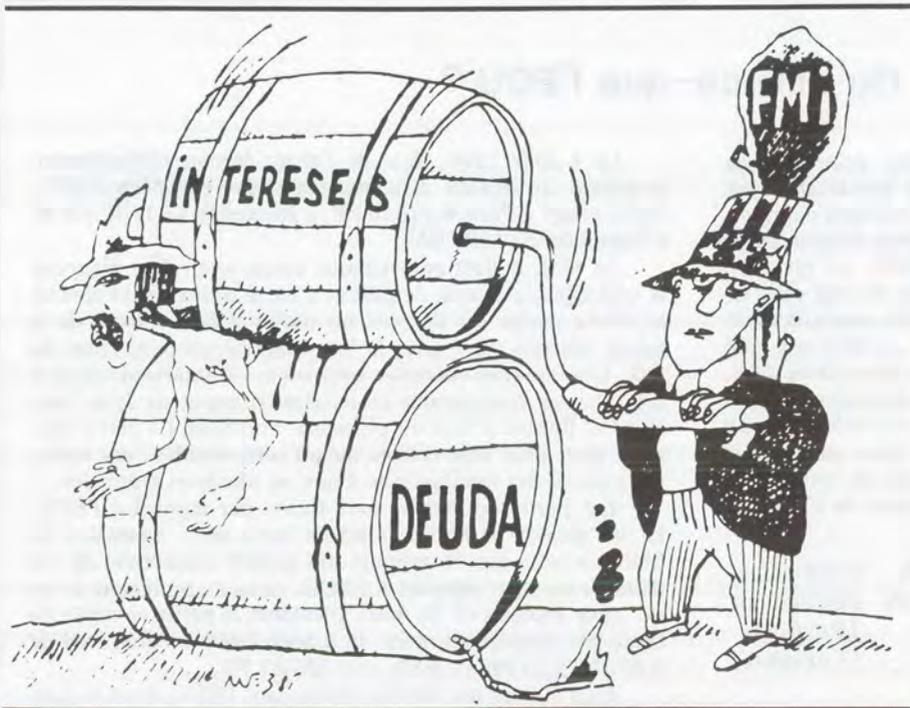
L'ECU n'est pas déjà une véritable monnaie. C'est une simple moyenne des sept monnaies qui, elles, restent de vraies monnaies dans la mesure où les Etats qui les émettent restent de vrais Etats, et que la concurrence entre les classes capitalistes qui dominent ces Etats reste une vraie concurrence.

Mais, par ailleurs, il serait erroné de supposer que l'ECU est condamné à rester une simple unité de compte. A l'heure

actuelle, des emprunts internationaux sont émis en ECU. Cette quasi-monnaie est déjà devenue un instrument monétaire pour le mouvement international des capitaux. Moins stable que le mark allemand, le franc suisse ou le florin néerlandais, elle est plus stable que le franc français, la lire italienne ou la livre sterling britannique, mais aussi que le dollar américain et canadien. Toute une catégorie de capitalistes internationaux ont donc intérêt à voir se diversifier les fonctions et les usages de l'ECU.

C'est aussi dans l'intérêt des capitalistes ouest-allemands. Car, si l'ECU, en tant que moyenne des sept devises, est moins solide que la plus forte d'entre elles, le mark allemand, l'emploi accru de l'ECU réduit les pressions sur ce dernier pour qu'il remplisse une fonction internationale et réduit donc les risques de spéculation sur cette devise, c'est-à-dire également les risques de crise monétaire en RFA.

C'est pourquoi il existe une tendance au renforcement du Système monétaire européen, c'est-à-dire à la transformation de l'ECU d'une quasi-monnaie en monnaie véritable. Pour que se réalise cette tendance, il est nécessaire d'avoir en commun une partie des réserves de change des sept pays membres du SME et des pays qui y adhèreraient à l'avenir. Cela précise le risque que courraient les plus riches, avant tout la RFA.



Tout déficit accru de la balance des paiements de la France ou de l'Italie — ou demain de la Grande-Bretagne — serait en partie apuré par l'or et les dollars ou les yens qui sont aujourd'hui la propriété de la RFA et des Pays-Bas.

Le signe extérieur de la réussite de l'ECU, ce serait l'ampleur des factures d'importations et d'exportations des pays-membres du SME libellées en ECU et non plus en dollars ou en marks allemands, yens, livres sterling, francs français etc.

### LES DEUX SOURCES DE LA CRISE MONÉTAIRE ACTUELLE

La crise monétaire actuelle, dont les ajustements de taux de change au sein du SME du 12 janvier 1987 ne sont qu'une des dernières manifestations, est en général attribuée à l'instabilité chronique du dollar, c'est-à-dire à la chute à long terme du dollar malgré des remontées spectaculaires comme celle de 1983-1984. Ce n'est évidemment pas faux.

Plus particulièrement, la flambée de janvier 1987 sur les marchés des changes a été causée par la baisse du dollar, incitant les spéculateurs sur les devises à acheter massivement des marks allemands et des florins. De là, une remontée du cours de ces devises non seulement par rapport au dollar mais aussi par rapport au franc français et les tensions accrues au sein du SME.

L'économie américaine est frappée d'une faiblesse structurelle profonde, due à la disparition de ses avantages en matière de productivité non seulement industrielle mais aussi agricole entre autres face au blé argentin et au soja brésilien. De là provient le déficit chronique de la balance commerciale américaine, qui est actuellement de l'ordre de 200 milliards de dollars par an, et l'endettement croissant des Etats-Unis par rapport à l'étranger et avant tout par rapport au

Japon et à l'Europe capitaliste. Rappelons que cet endettement dépasse celui de l'ensemble du Tiers monde vis-à-vis des pays impérialistes. (3)

Cet endettement des Etats-Unis ne peut être couvert que dans la mesure où les créanciers japonais et européens acceptent de détenir des créances sur les Etats-Unis, sous forme d'obligations, certificats de trésor, dépôts dans les banques américaines etc., libellées en dollars. Ils ne le feront que si le rapport de ces créances est supérieur au rapport des avoirs établis en marks allemands, francs suisses, ECU, yens etc. Cela exige donc un taux d'intérêt plus élevé aux Etats-Unis qu'en Europe et au Japon.

Mais pareil taux d'intérêt élevé favorise les placements parasites sur les places financières américaines, la spéculation et la thésaurisation aux dépens de l'investissement productif. Il défavorise donc l'accroissement de la productivité américaine, nuit à la compétitivité de son industrie et de son agriculture et accroît ainsi à terme le déficit de la balance commerciale, c'est-à-dire le besoin de crédits étrangers. Manifestement, l'économie capitaliste américaine se trouve engagée dans un cercle vicieux.

Par ailleurs, pour combattre le déficit du commerce extérieur, la bourgeoisie américaine cherche à faire baisser le taux de change du dollar. Depuis le début de 1986, celui-ci a vu son cours baisser de 40 % par rapport au mark allemand et au yen.

Cela a quelque peu favorisé les exportations américaines mais n'a guère réduit les importations, encouragées par une expansion monétaire, une inflation, stimulée sur le marché intérieur américain par le gonflement des dépenses militaires et l'énorme déficit budgétaire qu'elles entraînent. Mais, en retour, une baisse des cours du dollar signifie une énorme perte de capital pour les créanciers étrangers des Etats-Unis. Voilà pourquoi ceux-ci

exigent en compensation une prime de risque de change incluse dans le taux d'intérêt rapporté par les placements en dollar. Ils exigent donc une fois de plus une hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. De nouveau, l'économie capitaliste américaine semble enfermée dans le même cercle vicieux.

Ne parlons même pas des incidences qu'ont sur le dollar l'endettement du Tiers monde et l'endettement de l'économie privée américaine : au total, 8 000 milliards de dollars de dettes libellées en dollars ! Les risques de krach sont manifestes.

Mais ce serait une erreur de considérer que le désordre monétaire actuel est simplement le résultat de la crise du dollar et de l'endettement du Tiers monde. Il a aussi ses sources propres en Europe capitaliste et il en aura demain au Japon.

La stabilité du Système monétaire européen est fonction de la stabilité de ses pays membres. La loi de la chaîne y est pleinement applicable : une chaîne tient autant que son maillon le plus faible.

Or, les maillons faibles ne manquent pas au sein de la CEE. Le déclin industriel de la Grande-Bretagne est la cause fondamentale des hésitations de Margaret Thatcher pour rejoindre le SME. La France et l'Italie connaissent toujours réellement ou potentiellement un grave déficit de la balance commerciale sans parler de leur déficit budgétaire chronique et prononcé. L'Espagne connaît un taux de chômage supérieur à 20%. La France est en butte à une nouvelle crise sociale. Et si la RFA et le Japon paraissent en bonne santé monétaire, le cours élevé du mark allemand et du yen risque de devenir un facteur d'instabilité économique. Ces deux pays dépendent fortement de leurs exportations. L'élévation du taux de change de leur devise nationale menace ces exportations. Elle a déjà précipité le Japon dans la récession. Demain, cela peut être le tour de la RFA.

La disparité des situations économiques intérieures et extérieures comme des situations sociales des principales puissances impérialistes membres du SME est également l'une des composantes de l'instabilité monétaire internationale. A la base de celle-ci, nous trouvons le développement inégal et combiné des différentes puissances impérialistes, c'est-à-dire l'exacerbation de leur concurrence. Et l'exacerbation de la concurrence interimpérialiste qui englobe également les pays du Tiers monde est fondamentalement le produit de l'accentuation de la longue dépression économique qui frappe l'économie capitaliste internationale dans son ensemble. ■

Ernest MANDEL,  
19 janvier 1987.

3. Voir l'article d'Ernest Mandel « la dynamique infernale de la spirale de l'endettement » paru dans *Inprecor* numéro 214 du 14 avril 1986.

# Sept ans après l'intervention soviétique

**S**EPT ans après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, le 24 décembre 1979, le régime de Kaboul vient de lancer une offensive politique de grande envergure en proposant à la guérilla un cessez-le-feu de six mois à compter du 15 janvier 1987.

Ces grandes manœuvres diplomatiques font suite aux changements notables intervenus à la tête du gouvernement afghan, le 20 novembre 1986, avec le départ, officiellement pour « raisons de santé », de Babrak Karmal, homme fort de Moscou depuis 1979, et son remplacement par Najibullah. Ce dernier, qui avait déjà évincé Babrak Karmal à la tête du Parti populaire démocratique afghan (PPDA), le 4 mai 1986, devient donc le nouveau chef de l'Etat.

Najibullah, ancien responsable des Services d'information d'Etat (KHAD), la police politique du régime, a présenté lors du plénum extraordinaire du comité central du PPDA, qui s'est tenu dans les tout premiers jours de janvier, cette proposition de cessez-le-feu, assortie d'une offre d'amnistie et de la formation d'un gouvernement de coalition avec ceux des partis de la guérilla qui accepteraient de négocier et de déposer les armes.

Diffusé le 3 janvier par l'agence de presse soviétique Tass — non par la presse afghane —, le discours de Najibullah parle de « contacts ouverts et hardis » à engager avec les « forces rebelles neutres » afin d'aller vers « la réconciliation nationale » se concrétisant par une « représentation équitable du peuple tout entier ».

Le voyage officiel à Kaboul de Edouard Chervanadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, première visite du genre depuis l'entrée des troupes en 1979, montre bien la place accordée à la question afghane par Mikhail Gorbatchev dans le

cadre de son offensive diplomatique. L'envoyé de Moscou n'a-t-il pas été jusqu'à évoquer la perspective d'un calendrier de retrait des troupes soviétiques ?

Ces grandes manœuvres visent essentiellement la réunion qui doit se tenir à Genève le 11 février prochain, contacts « indirects » entre le Pakistan et l'Afghanistan sous l'égide de l'organisation des Nations unies (ONU).

La résistance afghane, quant à elle, a refusé les propositions de Najibullah et exige l'ouverture de discussions directes avec l'Union soviétique que cette dernière a toujours refusées catégoriquement, arguant hypocritement que le problème afghan doit se régler « entre Afghans ».

Le 12 janvier, une importante réunion du haut Conseil de l'Alliance des moudjahidins, qui regroupent les principaux partis de la résistance afghane, s'est tenue à Peshawar, dans l'ouest du Pakistan, où se concentre la majeure partie des réfugiés civils de la guerre mais aussi les différents états-majors de la guérilla à l'extérieur, pour s'accorder sur les réponses à donner aux propositions du régime de Kaboul.

Fruit de cette réunion, le 17 janvier, l'Alliance émettait un communiqué en six points où elle exige le « retrait total, inconditionnel et immédiat des troupes russes » et prévoit « l'établissement d'un ordre islamique » après les « renversements du régime de marionnettes (de Kaboul, ndr.) et l'expulsion des troupes russes ». Le communiqué conclut : « Dès l'établissement d'un Parlement islamique, la Constitution de l'Etat islamique sera élaborée et appliquée. Cette constitution devrait garantir l'application de l'Islam dans toutes les démarches individuelles et la vie de notre peuple et de notre nation ».

Michel LEQUENNE

A Strasbourg, le 10 décembre, à la Journée pour l'Afghanistan organisée par le Bureau International Afghanistan (BIA) dans le cadre du Parlement européen, Madame Simone Veil, l'ex-présidente de cette instance, a posé la question « A quoi sert le Parlement européen ? » N'ayant pas répondu à sa propre question, on peut dire : il sert de bonne conscience aux gouvernements capitalistes européens qui, depuis sept ans, se cantonnent dans la réprobation morale et les gestes platoniques. Ils viennent encore de le prouver en votant une énième résolution demandant aux gouvernements de l'Europe de l'Ouest de reconnaître la résistance afghane, exigeant le retrait des troupes soviétiques, la libération des prisonniers politiques, l'arrêt de la torture dénoncée par Amnistie Internationale, etc.

Pour Noël, les gouvernements anglais, français et ouest-allemand ont promis une aide humanitaire accrue. Mais, aucun signe ne manifeste qu'un de ces gouvernements se prépare à reconnaître la résistance afghane. C'est pourtant le point principal puisque, sans une telle reconnaissance, toutes les exigences adressées à l'URSS sont vaines, aucune solution

négociée du conflit ne pourra aboutir.

Cette attitude peut sembler étrange à un observateur qui se contente de voir le monde comme partagé en deux blocs et qui pense naïvement que l'hostilité bourgeoise au système de l'URSS aurait là une bonne occasion de se manifester, avec en plus la bonne conscience de défendre le droit d'un peuple à disposer de lui-même. La logique politique n'est pas si simple.

## LA BONNE CONSCIENCE DE L'OCCIDENT

Lors de cette journée du 10 décembre, Alain Pellet, professeur de droit international à l'Université de Paris-Nord et à l'Institut d'études politiques de Paris, un des auteurs de l'avis de Turin en faveur de la reconnaissance internationale de la résistance afghane et qui offre la garantie morale d'être aussi l'avocat du Nicaragua, a bien montré qu'il n'y avait pas d'obstacle juridique solide à cette reconnaissance. Certes, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été établi par l'Organisation des Nations unies (ONU) à propos du problème de la décolonisation, mais ce cas ne saurait être considéré comme exclusif. L'invasion étrangère a été reconnue et condamnée en tant que telle, le

droit de ce peuple à disposer de lui-même est donc incontestable.

Le problème le plus souvent évoqué est celui de l'absence d'un mouvement de libération nationale organisé. Cela tient à la nature profondément pluraliste de ce pays, divisé sur le plan ethnique comme sur le plan religieux (voir encart), d'où la division politique de ses représentations, cultivée à l'envi par le gouvernement du pays d'accueil, le Pakistan, qui joue de cette division pour rester l'interlocuteur diplomatique de l'URSS. Cependant, il est paradoxal que des pays qui prônent le pluralisme politique n'en reconnaissent pas le droit à un peuple occupé. Aucun principe juridique n'impose la reconnaissance d'une seule organisation. L'ONU en avait reconnu trois en Angola, et, depuis 1985 désormais, l'Alliance islamique qui regroupe tous les partis sunnites, soit près de 90 % de la population, se maintient.

Dernier argument avancé : il y a maintenant un Etat face au peuple. Mais, en Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC) est reconnu par l'ONU et siège à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ; l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), mouvement d'un peuple dont le territoire est morcelé, est reconnue par des Etats. On a même vu dans le

passé la reconnaissance simultanée de deux Etats en guerre, de la Guerre de Sécession aux Etats-Unis à la France de la Deuxième Guerre mondiale en passant par l'Espagne de la Guerre civile. Il y a donc des raisons autres que juridiques à l'obstination de non-reconnaissance de la résistance afghane. Ces raisons sont évidemment politiques.

## LE JEU DES GRANDES PUISSANCES

Avec son cynisme habituel, Reagan a répondu au représentant de l'Alliance, venu lui demander cette reconnaissance, que « l'heure n'était pas encore venue ». Quelle heure ? Celle que seul peut faire sonner le général Zia, l'allié pakistanais sérieux des Etats-Unis dans la région. Sans son feu vert, la résistance ne sera pas reconnue par Washington.

Etre un moyen de pression, voilà le rôle de l'Afghanistan dans la stratégie du gendarme impérialiste du monde. Avoir une plaie purulente au flanc de l'URSS vaut mieux pour les Etats-Unis qu'une obligation de retraite totale.

L'aide à l'Afghanistan votée par le Congrès américain, en particulier en fusées anti-aériennes, si elle est maintenant perceptible sur le terrain, s'est faite attendre et ne se manifeste qu'en petites quantités.

Que sont devenues les Stinger ? Un participant au colloque de Strasbourg a posé la question à Olivier Roy, journaliste au *Monde*. Les Stinger sont ces fameuses fusées sol-air qui délivreraient la résistan-

ce afghane du cauchemar des hélicoptères lourds. Olivier Roy répond : « *Il y a deux hypothèses : soit ils sont arrivés et les Pakistanais les bloquent, sous la pression des Soviétiques ; soit ce sont les Américains qui, au dernier moment, ont refusé de les livrer, par crainte de les voir tomber dans des mains incontrôlées* » (1).

Washington se méfie des insurrections populaires qu'il sait d'expérience être incontrôlables. On s'y souvient des illusions sur Cuba du début de l'insurrection castriste, répétées pour la fin de Somoza. On y sait que l'Alliance contrôle peu l'intérieur, où les commandants sont des figures énigmatiques. En Europe de l'Ouest, que les gouvernements soient de droite ou de gauche, il n'est dans l'intention de personne de compromettre les chances d'accords diplomatiques avec Moscou, dont Gorbachev remue la carotte sous tous les nez. En fait, à l'Est comme à l'Ouest, on compte sur le temps.

Depuis 1984, l'URSS a abandonné sa stratégie d'occupation progressive au travers de grandes offensives suivies d'implantation. Désormais, elle s'efforce d'étouffer la résistance par le massacre des populations civiles, la désertification, s'efforçant de bloquer la résistance dans ses réduits, de lui couper les routes de passage des frontières, et, parallèlement, de corrompre les notables et d'acculturer et soviétiser les citadins des grandes villes. Face à cela, l'aide mesurée à la résistance est une spéculation sur la géographie, l'ethnologie et l'histoire de ce pays guerrier ainsi que sur le fait que, condamné d'abord à s'effondrer rapidement, son peuple « tient » depuis sept ans.

## LE MASSACRE D'UN PEUPLE

Le mot de « génocide » est-il exagéré ? Les faits et les données chiffrées répondent. D'abord le dépeuplement du pays se poursuit. Selon le Dr Antoine Crouan, coordinateur de Médecins sans frontières pour le programme Afghanistan, un Afghan sur deux ne vit plus aujourd'hui là où il vivait en 1979. Aux quatre à cinq millions de réfugiés, l'essentiel étant au Pakistan, il faut ajouter deux à trois millions de « personnes déplacées » à l'intérieur même du pays, essentiellement dans et autour des grandes villes où ils vivent dans la misère. On compte déjà environ 500 000 morts. Toutes les actions de résistance sont suivies de représailles massives dont la population civile fait les frais.

Les millions de réfugiés sont rejoints jour après jour par d'autres, qui s'en vont dès qu'il n'y a plus de nourriture. S'il n'y a pas de famine en Afghanistan, explique Olivier Roy, c'est justement que la population part quand elle n'a plus de quoi manger, soit que la saison ait été mauvaise dans les régions isolées par la guerre et qui vivent en autarcie miséreuse, soit, dans les zones de guerre, que le cheptel et les stocks alimentaires aient été détruits et les puits empoisonnés. Jadis, les circuits gouvernementaux remédiaient aux difficiles soudures de la fin de l'hiver. Les aides sont maintenant systématiquement coupées par les Soviétiques aux populations qui ne se soumettent pas.

Elles partent après avoir mangé les semences. D'autres encore partent quand le champ de bataille s'approche d'elles.

Jean-Pierre Filiu, de Solidarité internationale, raconte qu'il a vu dans le Kunar passer « des réfugiés par centaines, venant du Laghman à la suite d'un massacre commis dans cette région par la milice pour obliger les gens à se rallier ». Edouard Lagourgue, de Guilde du Raid, dit : « En revenant au Pakistan, dans le Paktia, près de Jawar, on en a dénombré plus de mille (réfugiés) en une seule nuit. Les deux jours suivants, en continuant vers le Pakistan, nous marchions sans arrêt au milieu des réfugiés. Ils venaient de Mazar I Sharif et Kunduz. » C'est-à-dire du nord du pays, très loin de là. Ceux qui restent vivent mal : « Certaines familles ne mangent de la viande qu'une fois par an. Les gens se nourrissent essentiellement de riz. »

Dans les zones stratégiques, soit tout l'Est afghan, c'est l'infrastructure de la vie paysanne qui est systématiquement détruite. Les villages sont rasés, les cultures sont ravagées par les produits chimiques, le système séculaire d'irrigation est détruit. C'est principalement la population civile qui paie le prix de la guerre en morts et en blessés. Les petites mines et objets piégés, en particulier les jouets, largués par hélicoptères, ne tuent pas mais blessent et estropient. Du point de vue de la politique de terreur, les blessés, qui meurent plus tard, sont plus efficaces que les morts immédiates. Les zones désertifiées de deux à trois jours de marche existent, dit Olivier Roy qui les a traversées. Il s'agit donc bien d'une politique de terreur et d'extermination qui vise à la fois à « vider le bocal pour tuer le poisson » et à plier la résistance civile. La lassitude est sensible dans cette population qui ne voit aucune issue à cette situation tant dans le pays qu'au Pakistan dans les camps de réfugiés.

Plus profond encore, l'avenir de l'Afghanistan est miné au plan humain par ce type de guerre. Le taux de mortalité juvénile des enfants de quatre à cinq ans est effroyable, de l'ordre de 45 %. La malnutrition, les maladies non soignées s'y ajoutent pour compromettre les lendemains de ce peuple. On connaît mal l'autre côté de la politique « civile » soviétique, à savoir l'importance et l'effet des déportations en URSS de populations citadines.

Sur ce fond humain, la résistance continue. Mais elle se transforme.

## LES LOGIQUES DE LA GUERRE

L'unité politique, fragile certes, mais maintenue par conscience de l'intérêt commun, constituée par l'Alliance islamique, n'a pas son équivalent militaire à l'intérieur. Si la résistance contrôle tou-

1. *Défis Afghans*, numéro 10, novembre 1986. Cette référence vaut pour toutes les citations en italique qui suivent.

## LES POPULATIONS AFGHANES

Pour une population d'environ 17 millions d'habitants (estimation de 1984), on compte actuellement plus de 4 millions de réfugiés, pour la plupart au Pakistan, mais aussi en Iran.

### Principales ethnies :

**Pachtounes** : musulmans sunnites, dans l'est et le sud du pays, surtout le long de la frontière pakistanaise. 5 à 6 millions, dont 2 millions sont nomades. Langue : *pushtun*.

**Tadjiks** : la dénomination de *tadjik* désigne les Perses d'Asie centrale, sunnites et non chiites ; dans l'ouest et le nord du pays ; 2 à 3 millions ; langue : persan.

**Hazaras** : d'origine mongole, chiites ; dans le centre du pays et à Kaboul ; 2 à 3 millions ; langue : persan.

**Ouzbeks** : 2 millions dans le nord du pays.

**Turkmènes** dans le nord ; **Nouristanis** dans le nord-est ; **Baloutches** dans l'extrême sud ; tous sunnites.

La langue officielle est le persan, bien que l'on compte environ trente autres langues et dialectes. La religion officielle est l'islam, avec environ 85 % de sunnites et 15 % de chiites ; entre 85 et 90 % d'analphabètes.

jours 82 % de la surface du territoire, c'est dans la division.

Jean-Pierre Filiu a constaté, pour le Kunar, l'éclatement des groupes de résistance. « Il y a, dit-il, neuf organisations pour un secteur de 20 km entre Asmar et Barikot où sont stationnées les forces soviéto-afghanes. De temps à autre, un groupe de moudjahidins lance une offensive, sans danger pour l'adversaire. C'est aussi un moyen de justifier une demande d'armes aux partis de Peshawar. Pour eux, il n'est d'ailleurs d'aucune utilité d'occuper Asmar par exemple, qu'il leur serait très difficile de tenir. Ils préfèrent l'avoir comme point de fixation. Il y a une sorte de match nul dans ce face à face. Mais il faut signaler le phénomène important de grignotage des cols par les Soviétiques où ils installent des postes permanents ce qui complique et allonge pour les résistants le passage entre le Pakistan et l'Afghanistan. »

Edouard Lagourgue confirme : « Tous les partis sont également présents dans le Wardak. » Enfin, Olivier Roy : « Il y a d'ailleurs d'armes avec toujours des problèmes de distribution rationnelle et une corruption croissante. Certaines armes, auparavant exceptionnelles, sont devenues standard comme la roquette sol-sol. (Mais) avec ces armes lourdes, ils font une guerre tribale traditionnelle. C'est une guerre de démonstration avec l'idée qu'à partir du moment où on contraint les soldats d'un poste à ne pas sortir, c'est gagné. Or, toute la tactique soviétique consiste à multiplier ces postes qui fixent les effectifs de la résistance et non à l'écraser. Second problème, le syndrome du markaz (quartier général d'un groupe de moudjahidins, ndr.), le vice principal de la résistance. On va construire un markaz, le défendre et seulement après attaquer l'ennemi. C'est la conception qui domine en zone tribale pachtoune, tout à fait contraire aux principes d'une guérilla. Inexistence de la stratégie. Inadaptation des tactiques en général, sauf dans deux cas : Massoud dans le Panshir et Ismael Khan à Hérat. Ce sont les deux seuls « généraux » de la résistance. »

L'action de Massoud est pour Olivier Roy ce qu'il y a de nouveau dans la guerre en 1986. Il dit : « On ne peut plus parler de Massoud comme commandant du Panshir, il est aujourd'hui le commandant du nord-est, du Panshir à Kunduz, à l'exception du Badakhstan. Il a mis en place ce dont a le plus besoin la résistance afghane : une unité de combattants professionnels qui n'est plus liée à un territoire donné. (...) Il n'y aura de stratégie possible pour la résistance que si elle possède ce type de groupes mobiles. A l'image de ce dont Giap disposait au Viet Nam : une troupe capable de descendre d'Hanoi à Saigon. Certes, on n'en est pas encore là. Massoud dispose d'une force de mille hommes dans le nord-est, plurirégionale avec surtout une formation professionnelle grâce à l'Académie militaire qu'il a créée. »

Jérôme Bony, d'Antenne 2, a vu dans le Paktia, « un émissaire de Massoud venu voir comment évoluait la situation, mais qui donnait également quelques conseils



Moudjahidins afghans. (DR)

sur l'art de la guérilla telle qu'elle se pratique dans le nord-est. Près de la frontière, toujours dans le Paktia, se trouve également un camp d'entraînement intensif dirigé par un homme de Massoud. »

Alain Guillo, journaliste indépendant qui en est à sa sixième enquête dans les maquis afghans, constate que « pour la première fois cette année, la résistance afghane prend conscience qu'elle ne pose plus de problèmes militaires véritablement sérieux aux Soviétiques ». Il y a donc désormais une course de vitesse entre la stratégie soviétique de grignotage et de fixation de la guérilla, visant à l'usure par le temps, et la stratégie de la guerre révolutionnaire qu'a initiée Massoud. La conscience de la nécessité de celle-ci l'emportera-t-elle ? Quel rôle peuvent jouer dans ce sens les lourdes difficultés économiques qui pèsent sur la résistance ?

La destruction de la base humaine paysanne de la guérilla oblige les résistants à y pallier financièrement. Il faut cent roupies pour couvrir les frais de rentrée du Pakistan en Afghanistan de chaque modjahed (combattant), autant pour rapatrier un blessé. Le transport de 7 kg de marchandises du Pakistan au Panshir relativement proche revient à environ 4 500 afghanis, soit 225 francs, somme énorme. Or, il faut 20 kg de nourriture par homme et par mois, soit plus de 12 000 afghanis, ou 600 francs, le double du salaire d'un fonctionnaire moyen à Kaboul. Cela a pour conséquence de diminuer le nombre de moudjahidin à l'intérieur du pays. Alain Guillo, qui fournit les chiffres qui précèdent, rapporte : « J'ai constaté que les markaz des moudjahidin situés autour de Kaboul se sont vidés d'une grande partie de leurs membres ou ont complètement disparu. Les résistants ont également tendance à prolonger leur séjour au Pakistan. Ainsi, sur une zone de 40 kilomètres au sud de Kaboul dans laquelle il était possible de rencontrer une cinquantaine de commandants, quarante d'entre eux se trouvaient à Peshawar en août et septembre derniers ».

Parallèlement, la corruption gagne les sommets de l'émigration au Pakistan. On a pu lire dans *Le Monde* du 26 septembre, sous la plume de Patrice Claude, le por-

trait du grand commandant de la région de Kaboul, Abdoul Haq, pourvu d'une limousine japonaise, d'une villa cosquée, arborant une montre suisse en or massif au poignet... Ce n'est sans doute pas le pire. Lui revenait de Kaboul, à pied avec ses hommes. Pour Alain Guillo, le « problème le plus sérieux pour le Pakistan est certainement celui de la drogue. La proportion d'héroïnomanes y augmente de façon inquiétante. Il s'agit très certainement d'un moyen utilisé par l'Union soviétique pour fragiliser le Pakistan. Plusieurs sources m'ont confirmé l'existence d'un laboratoire d'héroïne à Khost, dans le Paktia, une zone contrôlée par les Soviétiques. La vallée du Sukhab, région du Logar, rendue déserte par de multiples bombardements, semble épargnée par les Soviétiques depuis que du haschisch y est cultivé. De petits groupes de la résistance, dépourvus de gros moyens financiers, recourent au trafic de la drogue avec à terme le risque d'un pourrissement par l'attrait de l'argent facile et l'affaiblissement de la capacité combattante ».

Pour l'instant, les Soviétiques tirent parti de cette dégradation. Peuvent-ils pousser leur avantage jusqu'au bout ? Olivier Roy ne le pense pas. « Les Russes, dit-il, ne peuvent pas aller au-delà d'un certain seuil. C'est une guerre d'équilibre ». A Strasbourg, il a montré que leurs grandes offensives de l'été dernier n'avaient infligé aucune défaite notable à la résistance qui, chassée un moment, a repris ses positions antérieures ; que l'élargissement du « périmètre de sécurité » des Soviétiques autour de Kaboul n'empêche toujours pas les commandos de frapper en plein cœur de la ville ; que les voies de communications avec le Pakistan ne sont pas coupées. Elles ne pourront sans doute pas l'être en dépit de pertes plus importantes de la résistance à cause de la nature même de cette frontière et de la multiplicité des petits groupes de moudjahidin. Ici, ce qui est ailleurs une faiblesse devient un avantage relatif.

Enfin et surtout, la politique de ralliement des notables se limite à des individus. Aucune tribu, aucun clan n'a été « retourné ». Cette tactique des Soviétiques est dangereuse parce que liée à un changement de politique religieuse : la neutralité, qui a remplacé les campagnes anti-religieuses, permet la corruption des mollahs, mais elle ne règle cependant pas le problème du ralliement des populations.

Comme sous Andropov, la politique de gorbatchévienne que mène Najibullah accorde la primauté à la guerre des services spéciaux, aussi bien à l'intérieur du pays qu'en direction du Pakistan. Mais le changement de dirigeant, loin de régler les problèmes du parti et du gouvernement, d'en finir avec le fractionnalisme, s'il n'a pas exacerbé les tensions existantes, a du moins été ressenti, et ce à juste titre, comme la perte de la dernière miette d'indépendance nationale. L'accueil « populaire » fait à Babrak Karmal lors de la cérémonie de départ des troupes soviétiques est à cet égard significative (2).

Mais beaucoup plus important est

le retour de boomerang qui a eu lieu les 17 et 18 décembre à Alma Ata, au Kazakhstan. Comme Alexandre Benignsen l'avait prévu et annoncé l'été dernier (3), les émeutes de jeunes Kazaks, taxés de nationalisme par Moscou, sont le contre-coup de la résistance afghane, armant du désir de s'armer le sentiment d'oppression nationale des musulmans de l'Union soviétique.

## VERS UN DÉSENGAGEMENT SOVIÉTIQUE ?

Le grand bruit fait autour du retour de 8 000 soldats soviétiques du corps expéditionnaire, qui en compte 150 000, n'était que poudre aux yeux, puisque, depuis, tout confirme que la guerre continue à faire rage.

On a d'ailleurs trop peu souligné qu'il s'agissait de troupes devenues parfaitement inutiles sur le terrain de par le changement de stratégie des Soviétiques. C'était pour la plupart des blindés auxquels on a de moins en moins recours, car leurs lourdes colonnes qui occupaient très difficilement les vallées devaient vite se retirer. Quant aux forces anti-aériennes, elles ne servent évidemment à rien contre un adversaire dépourvu d'aviation. La guerre est maintenant faite par des commandos spécialistes, auxquels sont joints ceux des quelques milliers de jeunes Afghans, sélectionnés et formés comme officiers en Union soviétique.

L'opération à grand spectacle qui avait un volet tourné vers l'intérieur de l'Union soviétique fait partie de l'offensive diplomatique de Gorbatchev tendant à démobiliser l'aide extérieure et, éventuellement, à « préparer un deal au sommet avec les Américains », selon les mots d'Olivier Roy.

Le bilan assez sombre que nous venons de tirer est donc loin d'être celui d'une victoire soviétique. Notre époque est celle des David terrassant les Goliath, et l'Afghanistan n'est pas absolument dépourvue de chances dans son conflit. Un atout décisif serait pourtant cette reconnaissance de l'Alliance islamique, comme représentant politique de la résistance, parce qu'elle renforcerait le moral des combattants, pousserait à l'unité de l'action militaire, et obligerait l'Union soviétique à reconnaître son adversaire réel comme le seul interlocuteur valable d'une négociation. En retardant indéfiniment cette reconnaissance, les gouvernements européens montrent le peu de cas qu'ils font des souffrances d'un peuple marty.

Michel LEQUENNE,  
30 décembre 1986.

2. Le 19 octobre dernier, lors de la cérémonie officielle pour le retrait des soldats soviétiques, Babrak Karmal, quasiment en résidence surveillée depuis le 4 mai dernier, s'était offert un bain de foule qui avait pris des allures de manifestation d'opposition à son successeur.

3. Voir l'article de Michel Lequenne, paru dans *Critique communiste*, numéro 55, spécial été 1986.

## CUBA

# Amorce d'un débat économique

LORS du IIIe congrès du Parti communiste cubain (PCC), qui s'est tenu à La Havane en février 1986, Fidel Castro a mis l'accent sur les énormes problèmes que connaît l'économie cubaine. Il est nécessaire, a-t-il dit à cette occasion, d'entrer dans « un processus de rectification des erreurs et tendances négatives » qui existent dans la société cubaine.

Cuba n'est pas épargnée par la crise économique mondiale, loin de là. L'effondrement des cours de certaines matières premières a durement frappé l'économie cubaine qui reste encore terriblement dépendante de ses exportations de sucre pour obtenir des devises fortes. Or, si le produit de la canne représentait 62 % de ses ressources en devises en 1981, ce pourcentage est tombé à 14 % en 1985, du fait de la chute des cours sur le marché mondial.

De la même façon, la baisse des prix du pétrole a affecté le montant espéré des exportations de brut. En effet, Cuba revend sur le marché libre une partie du pétrole que lui fournit l'Union soviétique. En 1985, ces « importations exportées » représentaient 42 % du montant total des devises obtenues.

Cette année, les désastres climatiques eux-mêmes se sont mis de la partie. Le cyclone Kate a ravagé une partie des champs de canne, obligeant Cuba à acheter 145 000 tonnes de sucre à l'étranger afin d'honorer ses contrats avec les pays de l'Est. Au mois de mai, Cuba a annoncé qu'il suspendait pour trois mois le paiement du service de sa dette extérieure qui atteint 3,2 milliards de dollars, en attendant de renégocier de nouvelles échéances.

Mais ces facteurs « objectifs », qu'on doit avoir à l'esprit quand on examine l'économie cubaine, n'expliquent pas tout. Ils ne peuvent à eux seuls justifier l'inefficacité, la gabegie, la faible productivité qui caractérisent les entreprises cubaines et les aberrations de la gestion économique.

A leur tour, ces dysfonctionnements ont engendré, selon les propres mots du « lider maximo », corruption, prévarication, absentéisme, bureaucratie, toutes manifestations incompatibles avec les mœurs d'une société révolutionnaire.

Il ne fait guère de doute que les dénonciations faites par Castro ne se limitent pas au seul domaine de l'économie, la profondeur des remises en cause impliquent obligatoirement les sommets de l'Etat et, donc, du parti lui-même.

L'article que nous publions ci-dessous, repris de la revue *Panorama*, retrace les évolutions des choix économiques effectués par la direction cubaine depuis 1959. C'est un premier apport sur une question que nous devons suivre attentivement, la construction d'une société en transition étant pour nous de toute première importance. ■

Juan José GONZALEZ

Des informations fragmentaires nous sont parvenues sur le débat qui se développe à Cuba, particulièrement centré sur les questions économiques. Leur caractère partiel ne nous empêche pas de voir le fond de la discussion, qui, nous le verrons, est absolument décisive pour le cours de la révolution cubaine, si l'on se livre à une rétrospective historique des problèmes apparus.

Depuis le triomphe de la révolution nicaraguayenne, on assiste à Cuba à un développement des mobilisations populaires, discussions et initiatives politiques qui montrent la vitalité énorme de cette révolution. Fidel Castro a été au cœur de ces initiatives qui vont de l'appel au non paiement de la dette extérieure (1) au dialogue avec l'Eglise, en passant par des réunions avec les femmes, les intellectuels ou les organisations syndicales et politiques d'Amérique latine et surtout la mise en œuvre d'une lutte anti-bureaucratique qui met en cause la conduite de

l'économie et s'illustre, pour le moment, par une sévère critique de la presse notoirement sclérosée.

Ce qui est en jeu et s'exprime dans ce débat, ce sont à la fois les transformations économiques et sociales qu'a connues cet Etat ouvrier sous-développé mais aussi les choix économiques et politiques effectués par la direction de la révolution.

## LA QUESTION DES STIMULANTS MORAUX

Au mois de juin, on apprenait par un article de l'Agence latino-américaine de services spéciaux (ALASEI) qu'une série de mesures avaient été prises à Cuba « mettant au centre du problème, le rôle du facteur moral comme stimulant

1. Sur la conférence sur la dette extérieure convoquée par Castro en juillet 1985 à La Havane, se reporter aux numéros d'*inpreco* 188 du 21 octobre 1985 et 210 du 6 janvier 1986.



Fidel Castro : s'attaquer aux problèmes économiques, une priorité. (DR)

de la conduite des hommes » (2). En effet, le chômage n'existant pas puisque le travail est un droit garanti, le licenciement ne peut jouer comme aiguillon pour produire plus et mieux.

L'article rappelle que les transformations radicales économiques et sociales et les tâches permanentes de la défense du début de la révolution ont eu comme moteur les stimulants moraux. Mais « une analyse autocritique officielle signale qu'on a surestimé le rôle de la conscience. La société s'est acheminée vers un égalitarisme qui, à un certain moment, a joué le rôle de frein au développement économique ». Le gouvernement révolutionnaire a alors réorganisé l'économie et introduit les stimulants matériels qui, selon les mots de Fidel Castro, non seulement étaient d'une vision économiste mais étaient en pratique « libéraux bourgeois ». On se souvient que les « marchés paysans » furent établis (3), qu'on libéralisa le travail à son compte dans les services et les petites entreprises. La grande majorité de ceux qui occupaient des logements moyennant un loyer dérisoire devinrent propriétaires en même temps que l'on permettait l'achat et la vente des maisons et des appartements.

C'est à cette période que furent établies les normes productives, c'est-à-dire des quotas de production dans un délai donné et, à partir de là, les stimulants matériels suivant la réalisation des normes. Selon ALASEI, « des entreprises, des usines, voire des unités d'entre elles dépassaient deux ou trois fois les normes ». En bref, la corruption, le laxisme, le bureaucratisme se sont manifestés. Cette situation s'est tellement aggravée, notamment au cours des six derniers mois, que la productivité a baissé au point

d'affecter profondément les principaux ressorts de l'économie cubaine. La productivité a chuté d'un pour cent alors que dans le même temps le salaire moyen s'élevait de trois pour cent. Cette déformation, économiste et mercantiliste, « a provoqué une inattention sensible au travail politique et idéologique » et « a induit des pratiques qui tendaient à corrompre et rendre vénaux les travailleurs et les dirigeants » (4). Dans ce même article d'ALASEI, on indique que la solution préconisée pour sortir de cette situation consiste à revaloriser les stimulants moraux sans cesser de prêter attention aux stimulants matériels nécessaires. « Dans la pratique, cela suppose une révision des normes et du contenu du travail. Le salaire doit correspondre effectivement au travail réalisé. Cela suppose des contrôles adéquats, des appels à la conscience, la sanction des négligences et des stimulants matériels et moraux adaptés pour ceux qui travaillent et produisent plus », précise l'article.

#### QUELLE EST L'ORIGINE DE CETTE SITUATION ? COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Sans aucun doute, le problème est extrêmement complexe. Dans son discours de clôture du plénum du comité central qui s'est tenu du 17 au 19 juillet 1986, où s'est poursuivie la discussion sur ces questions, Fidel Castro affirme être convaincu que le processus de rectification en cours constituera « une grande leçon pour comprendre qu'il y a des choses avec lesquelles on ne badine pas. Ce ne sera une expérience pour nous et pour tout le mouvement révolution-

naire » (5).

Voyons les origines du problème.

En 1970, c'est l'échec de la « bataille des 10 millions », la Zafra exceptionnelle dont le but était de récolter 10 millions de tonnes de canne, événement décisif dans l'histoire de la révolution. Cuba tout entier s'était mobilisé pour cette récolte de 1969-1970, point culminant d'une politique suivie depuis 1966, date à laquelle les pouvoirs de la Junte centrale de planification sont réduits. On renonce à l'élaboration d'un plan économique à moyen terme et même aux plans annuels au profit des « plans spéciaux » ou « miniplans » de secteurs particuliers sur lesquels on centre les principaux efforts (6).

En même temps qu'on impulse ces « miniplans », on lance l'offensive révolutionnaire de l'accumulation socialiste qui se traduit jusque dans la consommation. « Cuba avance rapidement vers la construction d'une société communiste », lit-on dans les discours de l'époque (7). Combiné avec ce qui précède, on relègue à plus tard l'industrialisation et la diversification agricole au profit d'une politique

2. ALASEI-AL-RCMEX 353-86/72.

3. Autorisés en avril 1980, les marchés libres paysans viennent d'être supprimés en mai dernier. Les paysans indépendants qui occupent 39 % des terres produisent 50 % des tubercules, 65 % des légumes verts et 63 % des céréales diverses.

4. ALASEI AL-RCMEX 402-86/72.

5. ALASEI AL-RCMEX 402-86/76.

6. L'évolution de l'économie cubaine depuis la révolution a été retracée dans un article très complet de Jean-Pierre Beauvais « Vingt ans de l'économie cubaine ; un premier bilan, de nouvelles orientations » paru dans *Inprecor* numéros 94-95 du 16 février 1981.

7. Ibidem

destinée à augmenter au maximum la production sucrière, par la modernisation de ce secteur et l'introduction de la mécanisation.

L'échec de cette politique symbolisée par la Zafra de 1970 se répercute sur toute l'économie et ouvre la voie à une réorganisation entre 1971 et 1974 qui culmine dans la mise en place du « système de direction et de planification de l'économie » lors du premier congrès du PCC en 1975 et commence à fonctionner réellement à partir de 1978. Les critères de cette nouvelle gestion sont les suivants.

« Le système que nous proposons de mettre sur pied prend en compte la présence des lois économiques qui régissent la période de construction du socialisme et qui existent, indépendamment de notre volonté et de nos désirs. Parmi ces lois, figure la loi de la valeur. Il est nécessaire qu'entre les entreprises, y compris celles de l'Etat, il y ait des relations de coûts et de paiements. En règle générale, dans les diverses relations économiques, nous devons prendre en compte les impôts, les crédits, les intérêts et autres relations marchandes comme instruments indispensables pour voir l'usage que nous faisons de nos ressources productives et déterminer dans le moindre détail, jusqu'au dernier centime, combien nous dépensons pour chaque objet que nous produisons, afin de pouvoir décider quels sont les investissements qui nous sont les plus profitables, pouvoir savoir quelles sont les entreprises, quelles sont les unités de production, les collectifs de travail qui ont la meilleure production et ceux qui ont la plus mauvaise et pouvoir en conséquence prendre les mesures correspondantes qui s'imposent » (8).

Cette nouvelle orientation implique différentes mesures :

— le retour à la planification centralisée, la fin de l'inefficacité et du gaspillage ;

— la réorganisation du travail en fonction de l'élévation de la productivité, de la discipline au travail, du combat contre l'absentéisme. Il s'agit de donner une plus grande autorité aux cadres et au personnel qualifié en même temps qu'on réduit le « travail volontaire » ;

— la réorganisation de la politique salariale qui donne la priorité aux stimulants matériels liés très étroitement à la production. Les salaires sont établis en fonction de la norme maximum de production. Si le travailleur accomplit la norme, on lui donne le salaire correspondant, mais, s'il ne l'accomplit pas, on diminuera le salaire en proportion et, s'il la dépasse, il entre dans le domaine des stimulants matériels. Dans la pratique, « par inexpérience, bureaucratisme et d'autres fois par manque de qualification, les normes ont été fixées en-deçà des exigences réelles. Dépasser ces normes et obtenir des gratifications et des primes fut tâche facile » (9).

L'appât d'un gain facile a entraîné des signes incontestables de corruption et de délinquance. « Il y a des gens qui volaient de 100 à 200 pesos (84 à 168

dollars) quotidiennement. Ils détournent des ressources avec des individus qui dérobaient un camion d'articles les plus divers (...) Une série de délinquants de ce type ont commencé à apparaître », dit Fidel Castro fin juin 1986 (10).

Il est extrêmement important de nous arrêter un moment sur ce point, clé de la discussion que nous commentons ici.

En mai 1970, la revue *Bohémia* publiait une enquête portant sur deux cents entreprises. On pouvait y lire qu'en moyenne il se perdait un tiers de la journée de travail et dans beaucoup de cas jusqu'à la demi-journée ! On expliquait cette situation par deux raisons : tout d'abord beaucoup d'usines fonctionnaient en sureffectif et, depuis 1966, la pratique des normes maxima avait été abandonnée.

En 1970-1971, on a étudié la réintroduction des normes. Lors du XIIIe congrès de la centrale des travailleurs cubains (CTC) en 1973, on relevait que « 70 % de la force de travail employée par l'Etat utilisait le système de travail avec normes » (11). Grâce à cette pratique, en 1972 la productivité avait augmenté de 21 %.

Dans ce congrès de 1973, de la CTC, la thèse du « renforcement du système socialiste de distribution en fonction du travail » en opposition au « système en fonction des besoins » est adoptée. On privilégie la qualification. Autre décision importante du congrès et en relation avec la liaison salaires-normes, le travail volontaire dont la productivité est faible est remis en question. Ce XIIIe congrès fut décisif pour la productivité du travail et ses résolutions sont à la base de la politique actuelle concernant l'organisation et la distribution du travail et l'émulation socialiste.

Corrolaire de cette nouvelle politique salariale, le gouvernement met en place une politique de réduction de la masse monétaire en circulation. Avec la révolution, le pouvoir d'achat de la population a augmenté. Le plein emploi, la garantie du salaire annuel pour les ouvriers de la canne, qui ne travaillent que six mois par an, l'augmentation des salaires les plus bas, les retraites, les services gratuits, la baisse du prix des loyers sont autant de facteurs qui ont contribué à l'élévation de la masse monétaire en circulation sans que l'offre des produits de consommation ait notablement augmenté. Conséquence de cette dichotomie, l'apparition du marché noir. L'Etat décide de réduire la demande et d'augmenter la production des biens disponibles. On augmente les prix, on élimine le salaire annuel pour les ouvriers agricoles de la canne et le salaire garanti à 100 % pour les travailleurs « d'avant-garde » en cas d'invalidité ou quand ils prennent leur retraite et on n'augmente pas les salaires les plus bas. La logique de cette politique amène l'établissement d'une stratification sociale qui, à son tour, engendre bureaucratisme et apparition d'intérêts sectoriels.

Le retour à l'économie planifiée, qui avait été abandonnée pour impulser des

miniplans, devient indispensable pour la réorganisation globale de l'économie cubaine. Les mesures prises à partir du XIIIe congrès de la CTC et surtout du premier congrès du PCC en décembre 1975 sur la productivité du travail sont à l'origine des débats actuels.

Le choix effectué par la direction révolutionnaire qui vise à combiner la stimulation matérielle et individuelle des travailleurs et, on peut le supposer, la concurrence implicite entre eux, avec la discipline et la hiérarchie, n'a pas résolu le problème de l'insuffisante « conscience économique » des travailleurs. L'existence de la corruption, de la bureaucratie que décrit Fidel, se combat par l'élévation de la conscience politique, internationaliste, anti-impérialiste du peuple cubain. Cette faible conscience économique est directement liée aux mécanismes de direction de l'économie et donc de la participation des travailleurs aux prises de décisions, qui établissent le « système de direction et de planification de l'économie » qui fut adopté par le premier congrès du PCC. Il se basait, rappelons-nous, « sur les lois économiques objectives qui régissent l'étape actuelle de construction du socialisme » et, en particulier, « la loi de la valeur et les relations monétaires commerciales généralisées » dont la logique consiste à faire du bénéfice l'indice fondamental de réalisation du plan, amenant la concession d'une large autonomie des entreprises, même sur l'emploi des fonds mis à leur disposition par l'Etat.

Dans ce système, les travailleurs ne participent qu'aux prises de décisions relatives à la distribution du fonds social et des primes, mais ni à l'élaboration des grands choix économiques ni à la gestion quotidienne des entreprises. Cela demanderait la mise en place d'un système d'autogestion, seule possibilité de dépasser la contradiction entre conscience politique et conscience économique des travailleurs.

En conclusion, si, pour faire face à la crise présente, on se contente de remettre en avant les stimulants moraux sans abandonner les stimulants matériels, de payer plus celui qui travaille mieux dans la production des biens matériels tout en essayant d'éliminer l'appât du gain et les mécanismes de type capitaliste qui s'opposent à l'essence du système socialiste, comme il est affirmé, les difficultés engendrées par la faible conscience économique des travailleurs persisteront tant que ces derniers ne pourront pas participer plus activement aux décisions centrales de l'économie et de la politique. ■

Juan José GONZALEZ,  
*Panorama*, numéro 10,  
juillet septembre 1986.

8. Premier congrès du PCC, thèses et résolutions.

9. *ALASEI AL-RCMEX* 353-86/72.

10. *ALASEI AL-RCMEX* 380-86/74.

11. « Vingt ans d'économie cubaine... » article cité.

# Les éléments essentiels de la nouvelle situation politique se dessinent

UNE page politique est en train d'être tournée aux Philippines avec le remaniement ministériel engagé à chaud en novembre 1986, la signature d'un cessez-le-feu de 60 jours, le début des négociations sur le fond avec le Front national démocratique (NDF) et la préparation du référendum constitutionnel de février 1987.

Paul PETITJEAN

Le 23 novembre 1986, à l'occasion d'une crise politique majeure, Corazon Aquino a exigé de tous les membres du gouvernement qu'ils remplissent un formulaire de démission, se réservant le droit d'accepter ultérieurement celles qu'elle jugerait opportunes et de rejeter les autres.

Ce n'est que lentement, au compte-gouttes, que le remaniement ministériel est publiquement annoncé. Il n'est peut-être pas encore achevé. Mais les limogeages, transferts et nominations rendus publics confirment ce que l'analyse des événements de novembre 1986 indiquait : la présidence a fait coup double. Par delà la rupture avec Enrile et la mise au pas temporaire des éléments les plus provocateurs de l'armée, le coup présidentiel du 23 novembre avait aussi pour fonction de préparer un important recentrage à droite du gouvernement.

## LE DEUXIEME GOUVERNEMENT AQUINO

Juan Ponce Enrile, ministre de la Défense, a été le premier des ministres remerciés. Depuis des mois, l'ancien maître d'œuvre du régime de loi martiale, qui a duré de 1972 à 1981, s'attaquait ouvertement à la politique présidentielle. Ses proches, au sein de l'armée, faisaient à plaisir entendre des bruits de bottes et multipliaient les provocations. Une entreprise de déstabilisation à droite du gouvernement était en cours. Enrile allait trop vite, trop loin. Corazon Aquino, menacée d'être transformée en reine dépourvue de tout pouvoir réel, a affirmé sa volonté de reprendre en main une situation très dégradée.

Deux autres membres du gouvernement, accusés de corruption outrancière, ont été rapidement limogés : le ministre des Travaux publics et des Routes, Rogaciano Mercado, et le ministre des Ressources naturelles, Ernesto Maceda. La présidente a néanmoins pris la peine d'assurer, dans une lettre personnelle, Maceda, un de ses proches, de son estime.

Il est significatif que ces deux ministres « politiques » aient été remplacés par des « technocrates » de haut rang,

Vincente Jayme, président de la Banque nationale des Philippines, a travaillé pour la Banque mondiale. Il était à la tête d'au moins 35 entreprises. Carlos Dominguez, déjà ministre adjoint de l'Agriculture et de l'Alimentation dans le premier gouvernement Aquino, est lui aussi un ancien président de banque. Tous deux ont été formés par les jésuites. Le poids des « technocrates », liés à la fois aux milieux d'affaires et aux institutions financières impérialistes internationales, se renforce donc au sein du gouvernement.

Début décembre, Aquilino « Nene » Pimentel s'est vu retirer son poste de ministre des Collectivités locales. Dirigeant du parti politique le plus proche de la présidente, le PDP-Laban (1), il garde rang de ministre en tant que conseiller présidentiel pour des affaires nationales. Mais il est remplacé par Jaime Ferrer, ancien membre du gouvernement Magsaysay dans les années 1950. Bien que dirigeant du PDP-Laban, Ferrer est connu pour ses opinions de droite et les très bons rapports qu'il a entretenus avec les services américains. Il n'est pas en butte à la même hostilité des militaires ou de l'UNIDO (2) que Pimentel.

Enfin, début janvier, le ministre du Travail, Augusto « Bobbit » Sanchez, a été remplacé par Franklin Drilon. Les milieux d'affaires, l'administration américaine et les militaires n'aimaient pas cet ancien avocat spécialisé dans la défense des Droits de l'homme qui, bien que politiquement de centre gauche, était jugé par trop radical, par trop nationaliste et par trop favorable au mouvement ouvrier. Drilon semble, quant à lui, offrir toutes les garanties nécessaires : il est avocat, certes, mais employé par des multinationales et des patrons philippins.

Avec Sanchez, c'est l'un des principaux éléments étrangers aux milieux d'affaires et hostile à l'intervention des militaires dans la vie politique du pays, qui est chassé du gouvernement.

En novembre dernier, Corazon Aquino s'est trouvée confrontée à une crise politique ouverte par l'action conjuguée des secteurs les plus réactionnaires de son propre gouvernement (représentés

L'année 1986 s'est ouverte par la « révolution de février », le renversement de la dictature Marcos et l'accession de Corazon Aquino à la présidence. Elle se termine par l'éclatement du premier gouvernement Aquino. La situation reste très instable, mais les traits essentiels de la nouvelle géographie politique du pays s'accusent.

par Enrile) et les « loyalistes » de Marcos. Malgré sa référence populiste au « pouvoir populaire », elle ne s'est pas tournée, pour la résoudre, vers les organisations de masse et la gauche, mais vers l'état-major et les Américains.

Durant tout le mois de novembre, trois responsables des services de renseignements américains sont restés aux Philippines, dont le général en retraite Singlaud, expert de la lutte contre-insurrectionnelle, et M. Ray Clive, ancien directeur adjoint de la CIA. Quant à l'état-major, il a fait connaître ses exigences sous la forme de dix « recommandations » par le biais du général Ramos, avant d'appuyer la présidence et de lâcher les ultras du Mouvement pour la réforme des Forces armées des Philippines (RAM) (3) et Juan Ponce Enrile. Son remplaçant au ministère de la Défense, le général Raphaël Ileto, expert en contre-insurrection, a la confiance des Américains.

Washington et les forces armées ont bel et bien renforcé, à l'occasion de cette dernière crise politique, leur emprise sur la politique gouvernementale du pays.

## LA BATAILLE DU CSEZ-LE-FEU

Si les conflits au sein du gouvernement se sont aiguisés à ce point, c'est notamment parce que les négociations engagées avec le Front national démocratique avait atteint un tournant.

Dès l'accession de Corazon Aquino à la présidence, en février 1986, le thème

1. Coalition entre le Parti démocratique des Philippines de Pimentel et le Parti Laban (Combat) de Benigno Aquino, mari de la présidente assassiné en 1983. Le frère de la présidente, José « Peping » Cojuangco est à la tête de cette coalition.

2. Regroupement de divers groupes politiques de droite représenté par le vice-président Salvador Laurel. Ce dernier, après s'être commis avec Enrile durant les mois qui ont précédé la crise de novembre, s'est fait momentanément discret. L'UNIDO et le PDP-Laban sont les deux principaux partis membres de la coalition gouvernementale.

3. Le RAM a été organisé sous la dictature de Marcos par des militaires opposés à ce dernier. Le RAM a joué un rôle important dans la rébellion militaire au moment de la révolution de février 1986.

du retour à la paix, 17 ans après les débuts de la lutte armée, est devenu une question politique centrale. Forte de sa popularité et des espoirs soulevés dans la population par la chute de la dictature, Aquino s'est immédiatement engagée sur ce terrain, prenant de vitesse pour un temps les forces révolutionnaires ainsi que les militaires.

Avec la nomination en mai de deux représentants mandatés pour négocier un cessez-le-feu, Satur Ocampo et Antonio Zumel, puis avec l'évolution de ses propositions concrètes — tout d'abord maximalistes —, le NDF a progressivement repris l'initiative politique dans la bataille de la paix. En revanche, la crédibilité du gouvernement en ce domaine commençait à être mise en cause par la mauvaise volonté évidente du ministre de la Défense, Enrile, et de l'état-major des forces armées.

Le 5 août, les négociations en vue de la signature d'un cessez-le-feu se sont concrètement engagées. Six semaines plus tard, un accord semblait en vue. Or, c'est précisément le 29 septembre que le dirigeant communiste Rodolfo Salas est arrêté à Manille par l'armée, provocation évidente. Le NDF a suspendu les pourparlers. Mais au lieu de les rompre définitivement, il fait de nouvelles propositions, plus souples que dans le passé : un cessez-le-feu de 100 jours sans autres conditions préalables que celles qui permettent l'ouverture de négociations sur le fond. Il a, ce faisant, très clairement placé le gouvernement devant ses responsabilités : si les pourparlers de cessez-le-feu devaient échouer, il en porterait la responsabilité devant l'opinion.

C'est dans ces conditions que la stratégie de tension de l'extrême droite, couverte par les militaires, a pris corps. Le 13 novembre, le dirigeant syndical Rolando Olalia est enlevé, horriblement torturé et assassiné. Mais l'ampleur de la manifestation rassemblée à l'occasion de l'enterrement de Rolando Olalia — la foule est évaluée à 300 000 personnes — a probablement fini de convaincre les Américains et l'état-major militaire qu'il était trop dangereux de poursuivre, pour l'instant, dans cette voie.

La crise politique est dénouée le 23 novembre avec l'éviction d'Enrile du gouvernement et le processus de négociation est débloqué. Le 25, un accord de principe a été atteint pour un cessez-le-feu de 60 jours. Le 27 novembre, il est signé. Il devient effectif le 10 décembre. Aquino peut se prévaloir de ce que l'ultimatum qu'elle a lancé quant à la signature d'un cessez-le-feu a été suivi d'effet. Le NDF a accepté de nouvelles concessions. Mais l'accord signé s'avère très proche du projet qu'il avait avancé deux mois auparavant.

En décembre, les forces révolutionnaires ont réussi à conserver l'initiative politique. Le jour de l'ouverture du cessez-le-feu, des manifestations populaires ont été organisées dans divers centres urbains du pays. A cette occasion, des centaines de guérilleros sont venus, sans

armes, participer aux célébrations. Ils étaient peut-être une centaine de soldats de la NPA (4) parmi les trente mille manifestants rassemblés à Bacolod, dans l'île de Négros. Quatre dirigeants régionaux du NDF, dont deux anciens prêtres, menaient le cortège, accueilli par Mgr Fortich, évêque et aujourd'hui président de la commission nationale de surveillance du cessez-le-feu. (5)

Le 11 décembre, à Samal, dans la province de Bataan, non loin de Manille, la délégation du NDF, composée de Satur Ocampo, Tony Zumel et Carolina « Bobbie » Malay, a été accueillie par deux colonnes de guérilleros en armes. Une réponse du NDF, en forme de pied de nez, aux propos belliqueux des généraux Ramos et Iletto qui promettaient de désarmer, malgré le cessez-le-feu, tout soldat de la NPA qui quitterait ses refuges montagnards.

Le NDF a ouvert une représentation à Manille et a maintenant libre accès aux médias. Les membres de la délégation étant d'anciens journalistes, ils savent les utiliser. Ils occupent écrans de télévision et Unes des journaux. Ils sortent ainsi de l'ombre forcée de la clandestinité et se font connaître de millions de gens. C'est très important pour un mouvement dont les dirigeants nationaux sont souvent inconnus en dehors de cercles restreints. Le NDF bénéficie aujourd'hui d'une occasion sans précédent pour s'adresser aux classes moyennes qui ont joué, depuis 1983, un rôle important dans l'évolution politique du pays.

Nombreux sont, semble-t-il, les officiers qui jugent que l'accord de cessez-le-feu favorise trop la gauche, en donnant au mouvement insurrectionnel une légitimité de fait. Mais le général Iletto, nouveau ministre de la Défense, reconnaît que l'armée elle-même a besoin d'un répit. Fractionnalisée, corrompue, coupée de la population, elle doit être reprise en main. Souvent, les officiers ont donné le mauvais exemple, note Iletto en décembre. Durant le cessez-le-feu, « un point important est constitué par la réindoctination des soldats, sur leur attitude envers le service, leur discipline, leur coopération avec le peuple. » (6)

Quant à Corazon Aquino, avec la signature d'un cessez-le-feu de deux mois, elle s'assure d'un bon départ dans la campagne électorale pour le référendum plébiscite du 2 février prochain sur la Constitution. Elle se présentera comme l'apôtre de la paix. Pourtant, elle prépare aussi la guerre. Tout le monde sait que la trêve est fragile. Quant à la paix, elle reste plus qu'aléatoire. Pour le journaliste James Clad, Aquino « a peu d'illusions sur les perspectives pour une paix durable. Ses déclarations publiques aussi bien que les opinions qu'elle exprime en privé laissent penser qu'elle veut d'abord « occuper les hauteurs » du terrain moral avant d'engager les Forces armées des Philippines (AFP) dans une nouvelle phase de combats ». (7)

Le NDF sait pertinemment que le cessez-le-feu, c'est encore une autre façon de continuer le combat. Lors des premiè-

res interviews accordées en septembre, commençant son travail de négociateur, Satur Ocampo s'en était déjà expliqué. Il déclarait dans une interview accordée à Alain Marc : « Nous cherchons une solution pacifique sans pour autant renier nos concepts de lutte armée. Il serait très imprudent de notre part de déposer les armes maintenant. Je pense que notre point fort est précisément de conserver notre capacité militaire ainsi que notre autorité politique dans les régions que nous contrôlons. » (8)

Et Satur notait pour la presse philippine que « si le sens de la position du gouvernement Aquino dans les négociations est que nous devons nous rendre, alors nous ne pensons pas qu'il existe une base pour discuter. Nous avons dit clairement depuis le début même qu'en décidant de participer à ces négociations, nous n'inscrivions pas à l'ordre du jour, l'idée de notre reddition. Il doit y avoir la reconnaissance que nous sommes une force politique qui dispose d'un soutien considérable dans de nombreuses zones du pays, que nous avons un programme qui a été appliqué dans quelques zones du pays et qui s'est montré bénéfique pour le peuple ». (9)

Pour le journaliste Rodney Tasker, « étant donné l'attitude ultra-méfiante des militaires par rapport à la crédibilité d'un cessez-le-feu, et le refus de la gauche de déposer les armes, la possibilité de mettre définitivement un terme à l'effusion de sang est en effet des plus réduites. Mais d'une certaine manière, la guerre militaire sur le terrain a été remplacée par une bataille politique plus sérieuse : une guerre de propagande. Dans cette guerre, la gauche s'est montrée plus habile et plus sophistiquée que le gouvernement ». (10)

## LA BATAILLE DES NÉGOCIATIONS DE PAIX ET LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU RÉGIME AQUINO

La durée du cessez-le-feu dépendra en fait largement de la façon dont la population, les organisations de masse et les divers composantes de la gauche philippine, se mobiliseront sur cette question. L'aspiration à la paix est profonde : c'est cela qui a forcé l'armée elle-même à accepter la signature de l'accord actuel.

Avec l'ouverture, début janvier, de la deuxième phase des négociations, le NDF va tenter de donner corps aux yeux de la population à la notion de paix juste. C'est

4. NPA : Nouvelle armée du peuple, guérilla dirigée par le Parti communiste des Philippines (PCP).

5. Voir l'article de Philippe Pons dans *Le Monde* du 12 décembre 1986.

6. Interview publiée dans le *International Herald Tribune* du 16 décembre 1986.

7. James Clad, *Far Eastern Economic Review* du 11 décembre 1986, p. 50.

8. Alain Marc, interview de Satur Ocampo, *Magazine* (Suisse), 9 septembre 1986, p. 29.

9. Cité par Benjamin Pimentel Jr., *National Midweek* (Quezon City), 17 décembre 1986, p. 10.

10. Rodney Tasker, *Far Eastern Economic Review* du 18 décembre 1986.



Une base de la guérilla de la NPA dans une région rurale. (DR)

en effet maintenant que les négociations de fond s'engagent sur les conditions d'une paix durable. Il faut s'attaquer aux racines de la guerre civile. Le NDF va faire connaître les éléments essentiels de son programme en matière d'indépendance nationale, de démocratie populaire, de justice sociale et économique. Le gouvernement demande que les premières discussions portent sur les thèmes de « nourriture et liberté, emploi et justice ».

Le gouvernement va s'appuyer sur sa légitimité et la popularité de la présidente. Mais il risque de payer cher dans la bataille de propagande qui s'annonce son profond immobilisme social.

Corazon Aquino a plus d'une fois reconnu que l'injustice sociale était à l'origine de l'insurrection. Mais la politique concrète qu'elle a mise en œuvre, en direction des membres de la guérilla, fait significativement abstraction de cette donnée de base. Elle s'est en effet jusqu'à maintenant contentée d'ordonner le déblocage d'un budget d'un milliard de peso pour faciliter la réhabilitation des enfants prodigues de retour de jungle, comme si, Marcos en fuite, le gros des soldats de la NPA n'avait plus de raison de continuer le combat.

Plus généralement, le programme économique d'Aquino évite soigneusement toute mesure de transformation sociale radicale. Il innove par rapport aux orientations du régime Marcos en introduisant certaines options considérées comme progressistes : le démantèlement des monopoles établis par les proches de l'ancien dictateur ; la priorité accordée à l'agriculture — dont dépend 70 % de la population — et aux petites et moyennes entreprises qui créent des emplois, par rapport aux principaux centres urbains (Manille) comme aux grands et coûteux projets de développement ; l'accent mis sur le marché intérieur et non plus avant tout sur les exportations ; le dégagement d'un budget de 10 milliards de peso afin de créer trois millions d'emplois en relançant notamment les travaux publics (la construction) et de réamorcer ainsi la demande et l'économie.

Mais l'audace du régime s'arrête là. Malgré des dossiers souvent en or, comme celui de la centrale nucléaire de Bataan, véritable scandale en matière financière et de sécurité, Aquino a décidé de ne répudier aucune dette extérieure contractée sous la dictature Marcos. Elle

demande simplement le rééchelonnement des remboursements. Pourtant, le service de cette dette qui dépasse les 26 milliards de dollars, grève lourdement les ressources du pays.

Mieux encore, en démantelant les barrières érigées sous Marcos pour protéger les royaumes économiques des proches de la famille présidentielle, Aquino ouvre encore plus grand les portes du pays aux capitaux impérialistes. Les exigences du Fonds monétaire international en matière de barrières douanières doivent être respectées. Les entreprises d'Etat peuvent être rachetées à égalité par des capitaux étrangers qui sont aussi appelé à s'investir plus dans l'agro-business, zone prioritaire de développement de l'économie nationale.

Enfin, malgré le thème de la réforme agraire inscrit dans le projet de Constitution, aucune mesure de réforme sociale en profondeur n'a été préconisée. Moins d'Etat, le moins possible d'Etat dans le domaine économique, tel est le credo reaganien du puissant ministre des Finances, Jaime Ongpin. Aquino elle-même semble avoir une foi absolue dans les lois dynamiques du marché capitaliste, pour autant qu'une présidence morale assure le nécessaire climat de confiance dans le pays. Elle déclarait aux hommes d'affaires en octobre dernier que « le gouvernement a achevé les préparations pour un redressement économique et que maintenant c'est au secteur privé de devenir plus actif » (11). Pour James Clad, « la stratégie d'Aquino ne consiste en rien de plus que de laisser jouer la distribution interne de marchandises et de services dans le cadre d'une économie plus libre » (12).

Cette philosophie économique doit opérer alors que la crise économique mondiale rétrécit les marchés et augmente la concurrence, y compris entre pays dépendants. Et alors que la situation aux Philippines mêmes est déplorable. La production a chuté de 12 % depuis 1984. Les entreprises travaillent en moyenne à 50 % de leur capacité.

Sans transformation des rapports sociaux et sans transformation concomitante de l'Etat, les lois « naturelles » du système resteront les mêmes : les gains iront aux riches, les investissements seront bien souvent spéculatifs, les capitaux quitteront à volonté le pays, l'argent déversé par l'Etat nourrira les

réseaux de patronage.

Or la pauvreté est là, d'autant plus insupportable qu'elle est pour une grande part récente. Selon Karina Constantino David, ministre adjoint pour les Affaires sociales et le bien-être, « 70 % de la population philippine vit en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire qu'elle satisfait moins de 80 % de ses besoins en alimentation » (13). Durant les dix dernières années, la proportion de sous-alimentés a augmenté de 40 %.

Pour l'instant, le gouvernement se contente de répondre « non » aux propositions du NDF. Non à une réforme agraire radicale ; non à la remise en cause de la présence des bases militaires américaines sur le sol philippin ; non à des répudiations sélectives de la dette ; non à une purge effective de l'appareil d'Etat et ainsi de suite.

Cet immobilisme social du régime Aquino reflète à la fois les contraintes de la dépendance, dans une situation internationale de crise économique et l'extrême faiblesse des secteurs progressistes au sein des classes dominantes locales. Très symptomatiquement, la direction du RAM, qui pouvait passer pour progressiste quand elle s'opposait dans l'armée de Marcos au nom de la démocratie, s'est révélée radicalement réactionnaire après le soulèvement antidictatorial de février 1986.

Cet immobilisme social inquiète jusqu'à la hiérarchie catholique et aux jésuites, pourtant forts influents dans les allées du pouvoir. John J. Carroll, très anticommuniste père jésuite, directeur de l'Institut des Affaires religieuses et sociales à la prestigieuse Université Ateneo à Manille a brutalement manifesté dans la presse internationale cette inquiétude : « Une des anomalies de l'ère post-Marcos est qu'aucun des copains de l'ancien président n'a été emprisonné aux Philippines depuis la révolution de février. Le retard qui a été pris dans l'identification et la poursuite de ceux qui ont participé aux crimes du régime Marcos revient au fait que les anciennes structures politiques, militaires et juridiques restent intactes (...) L'Histoire nous offre de nombreux exemples de réformateurs modérés qui ont échoué parce qu'ils sont restés trop liés aux structures du passé ; en général leurs successeurs se soucient moins des Droits de l'homme et des valeurs humaines. Madame Aquino n'a pas encore montré une volonté de s'attaquer à ces structures et même les nouveaux noms proposés pour son gouvernement étaient des personnalités du centre ou du centre-droit. Tant que le gouvernement, l'Eglise et les classes moyennes ne feront pas face à ce défi, la polarisation et le conflit seront endémiques et la démocratie philippine restera une

11. Cité dans le *International Herald Tribune* du 11-12 octobre 1986.

12. Dans la *Far Eastern Economic Review* du 10 octobre 1986, p. 79.

13. Cité par Philippe Pons, *Le Monde* du 8 janvier 1987.

maison bâtie sur le sable » (14).

L'épuration du gouvernement Aquino, à son extrême-droite et à son centre-gauche, n'en fait pas une entité homogène. On y trouve toujours l'armée et les hommes d'affaires, l'Eglise et des partis politiques rivaux, des technocrates et des politiciens.

Ce gouvernement passera probablement sans difficulté la première échéance politique de l'année 1987 : le vote du projet de Constitution. Mais ses contradictions internes devraient s'intensifier à nouveau avec les trois échéances suivantes : l'évolution des négociations avec le NDF à la fin de la période de cessez-le-feu (peu après le référendum constitutionnel) ; la réponse à donner au pôle d'opposition constitué par les « loyalistes » de Marcos et Enrile, maintenant libéré de toute contrainte gouvernementale ; les élections législatives de mai prochain.

### UNE SITUATION TOUJOURS INSTABLE

Il ne devrait pas y avoir, à court terme, de simple « retour à la normale » — que ce soit la norme de la dictature personnelle de Marcos ou celle du jeu bipartidiste et élitiste d'avant la loi martiale. Beaucoup de choses ont en effet changé ces vingt dernières années.

Des forces politiques luttent activement pour créer une situation de chaos et imposer ainsi un nouveau recours à la loi martiale — les forces dites néo-fascistes, dont il ne faut pas ignorer le rôle. Elles sont encore puissantes, possédant d'importants appuis dans l'armée et diverses régions. Leur pression favorise l'action de ceux qui, au sein même du régime Aquino, veulent réduire l'« espace démocratique » gagné par les masses en février 1986. Le combat pour les libertés démocratiques reste une tâche centrale.

Néanmoins, le retour à un régime de dictature cohérent, analogue à celui de Marcos, se heurterait à des difficultés majeures. Les mouvements de masse sont aujourd'hui beaucoup plus puissants qu'en 1972, l'Eglise est dorénavant directement engagée dans la vie politique du pays, les Américains ont fait l'expérience désastreuse de la fin du règne de Marcos, la bourgeoisie philippine est en alerte, l'armée a acquis d'autres moyens de peser dans le jeu politique, le traditionnel pluralisme régional de l'archipel reprend le dessus. L'imposition d'un nouveau régime de dictature risquerait de coûter très cher à l'impérialisme tant que la situation ne s'est pas profondément modifiée.

Il y a, dans la situation présente, des aspects de « restauration », de retour au système d'avant la loi martiale. Les politiciens des années 1950 et 1960 refont surface. Ils hantent les couloirs du pouvoir. La nouvelle constitution reproduit un système de représentation en deux chambres qui favorise le contrôle des processus parlementaires par les élites. Les grandes familles régionales tiennent le haut du pavé. Mais là encore, certains éléments importants des rapports de forces ont changé. On ne peut plus exclure du jeu

### LES DERNIERS ARTICLES D'INPRECOR SUR LES PHILIPPINES

— « La fraude électorale ne freinera pas la crise de la dictature », Paul Petitjean, numéro 212 du 3 février 1986.

— « L'agonie de la dictature Marcos », Paul Petitjean, numéro 214 du 3 mars 1986.

— « La lutte contre l'oppression multiforme », Sonia Rupon, numéro 214 du 3 mars 1986.

— « Après la chute de Marcos, une nouvelle situation politique », Paul Petitjean, numéro 215 du 17 mars 1986.

— « Solidarité avec le peuple philippin », déclaration du comité exécutif international (CEI) de la IV<sup>e</sup> Internationale, numéro 215 du 17 mars 1986.

— « Le gouvernement Aquino face aux problèmes sociaux et économiques », Paul Petitjean, numéro 217 du 14 avril 1986.

— « Les débats au sein de la gauche révolutionnaire », Paul Petitjean, numéro 220 du 26 mai 1986.

— « Trois mois après la 'révolution de février' : l'évolution de la gauche qui a participé à la campagne Aquino », Paul Petitjean, numéro 221 du 9 juin 1986.

— « Le PCP fait son autocritique », Paul Petitjean, numéro 222 du 23 juin 1986.

— « Le sucre amer de Negros : reportage sur une île qui lutte pour sa survie », Paul Petitjean et Sonia Rupon, numéro 227 du 6 octobre 1986.

— « Interview d'un dirigeant syndical des travailleurs du sucre », Russell Johnson, numéro 227 du 6 octobre 1986.

— « L'évolution de la gauche et les divisions du gouvernement Aquino », Paul Petitjean et Sonia Rupon, numéro 230 du 17 novembre 1986.

— « Qui sont les Volontaires de la démocratie populaire ? », interview d'Ed de la Torre par Paul Petitjean, numéro 230 du 17 novembre 1986.

— « La création du Partido ng Bayan : interview de José Maria Sison », Paul Petitjean, numéro 230 du 17 novembre 1986.

— « Bisig, une force explicitement socialiste : interview de 'Randy' David et 'Dodong' Nemenzo », Paul Petitjean, numéro 230 du 17 novembre 1986.

— « Le général Ramos sort de l'ombre », David Cameron, numéro 231 du 1er décembre 1986.

— « Message de solidarité au KMU et au Partido ng Bayan », secrétariat unifié (SU) de la IV<sup>e</sup> Internationale, numéro 231 du 1er décembre 1986. ■

politique les classes dominées. Il faut tenir compte de nouveaux acteurs qui n'existaient pas en tant que force politique avant la période de la loi martiale : la hiérarchie catholique et l'armée qui, toutes deux, n'ont pas (encore ?) leurs partis.

Enfin, le contexte international a bien changé. Les pétro-dollars se sont épuisés. Aquino, lors de son voyage aux Etats-Unis, a été très applaudie. Mais au prix de longs marchandages, elle n'a finalement obtenu qu'une aide de 200 millions de dollars. Une aumône. La manne américaine est tarie. Il sera d'autant plus difficile de trouver des compromis entre les intérêts concurrents des divers groupes de pression qui s'alignent derrière le gouvernement.

### LES PHILIPPINES TRAVERSENT TOUJOURS UNE PÉRIODE D'INSTABILITÉ STRUCTURELLE

Le vote de la Constitution, le 2 février, risquerait d'être un moment difficile à passer pour la gauche philippine. Véritable plébiscite qui lui assure la présidence jusqu'à 1992, il permettra à Corazon Aquino de faire jouer pleinement sa popularité personnelle. Constitution bourgeoise et pro-impérialiste, elle institutionnalise l'ouverture du pays aux capitaux étrangers. Elle contient, aussi, un ensemble de clauses démocratiques qui tranchent sur l'héritage de la période Marcos. Le projet constitu-

tionnel est vigoureusement dénoncé par l'extrême-droite. Juan Ponce Enrile prend la tête d'une croisade pour son rejet.

Pour l'organisation socialiste Bisig (15), l'essentiel n'est pas le contenu, pro-capitaliste, de cette constitution, mais la bataille engagée par les forces dictatoriales (représentées par Enrile) contre les acquis démocratiques de la « révolution de février ». Francisco Nemenzo, président de Bisig, notait dans le rapport qu'il a présenté aux délégués de l'organisation rassemblée pour adopter une position sur le référendum, que « la base de notre décision doit se fonder beaucoup plus sur l'alignement des forces politiques actuel, que sur le contenu de la constitution proposée » (16).

Dans une déclaration, Bisig affirme que « la discussion de la constitution proposée ne peut être isolée de la question d'une renaissance du fascisme ». Le rejet du projet « préparerait le terrain pour une

14. John J. Carroll, « More Targets for a Tough New Aquino », *The Los Angeles Times*, reproduit dans le *International Herald Tribune* du 28 novembre 1986.

15. Bisig est l'acronyme tagalog de l'Union pour le développement de la théorie et de la pratique socialiste.

16. *Ang Sosyalista* vol.1, numéro 1 de novembre 1986, « Plebisito at Panukulang Konstitusyon, Mapanuring Ratipikasyon, Pasyang Bisig », p. 5.

dictature néo-fasciste ». En conséquence, Bisig « va mener campagne de manière vigoureuse pour la ratification de la constitution proposée tout en attirant l'attention sur ses insuffisances. L'approbation critique de la constitution fait partie des efforts pour protéger le jeu politique de février. En même temps, c'est une autre occasion pour lancer une campagne éducative afin de politiser la population pour que cette dernière n'attende pas sa libération d'un Etat bourgeois même des plus démocratiques ou qu'elle ne se trompe jusqu'à croire que l'adoption de cette constitution marque la conclusion de notre lutte ». Malgré son caractère anti-fasciste, le document constitutionnel est en effet « essentiellement conservateur, reflétant ainsi les sentiments et les aspirations de la bourgeoisie ». (17).

Le Front national démocratique a, selon Tony Zumel, vivement discuté de la position à prendre sur le référendum du 2 février (18). Le NDF avait lui aussi des préoccupations tactiques, dont le souci de ne pas se couper à nouveau de secteurs importants des classes moyennes et des masses non-organisées, comme un an auparavant, à l'occasion du boycott des élections présidentielles. Certains cadres du mouvement national démocratique semblent avoir annoncé que le vote serait positif, par exemple dans l'île de Negros. Mais finalement, sur le plan national, décision a été prise d'appeler à voter non, quitte à se retrouver le temps d'un référendum avec les forces d'extrême-droite. A cause du caractère pro-impérialiste du projet constitutionnel, mais aussi, très probablement, pour ne pas se lier les mains à l'occasion des négociations de paix, en adoptant formellement un document contradictoire, par bien des aspects, avec leurs propositions. (19).

Si le référendum constitutionnel place temporairement en porte à faux les forces de gauche, les élections parlementaires de mai 1987 vont mettre à rude épreuve la coalition gouvernementale, l'intérêt propre à chaque fraction qui la compose devant alors primer sur la politique présidentielle. Mais, par delà le référendum constitutionnel et l'élection législative, l'essentiel, en ce début 1987, sera très probablement les luttes engagées autour des négociations de paix entre le gouvernement et le NDF. ■

Paul PETITJEAN,  
19 janvier 1986.

17. « Bisig endorses constitution », *Kasarinlan* vol. 2, numéro 2, 4th Quarter 1986, p. 72.

18. « A fugitive afternoon with Tony Zumel », *National Midweek* du 26 novembre, p. 11.

19. Selon le journaliste Michel Moreau, dans le quotidien français *Libération* du 17 et 18 janvier 1987, le PCP et le NDF appellent à voter contre la constitution, la coalition de masse Bayan appelle au « vote de conscience » qui laisse libres les organisations membres de définir leur propre position, la confédération syndicale KMU appelle nationalement à voter contre, mais dans l'île de Negros, le KMU appelle à voter pour la constitution. Le vote « critiquement favorable » est par ailleurs défendu par une cinquantaine d'organisations de gauche.

## PAYS-BAS

# La crise de la "gauche radicale"

**A**UX élections législatives du 21 mai 1986, le gouvernement de droite, présidé par le milliardaire Ruud Lubbers au pouvoir depuis 1982, s'est fait reconduire avec une majorité confortable, remportant 81 sièges sur un total de 150. La coalition entre l'Appel démocrate-chrétien (CDA) et le Parti libéral (VVD) a donc commencé sa deuxième législature (1). Cette victoire de Lubbers a surpris une grande partie de la gauche néerlandaise. Mais non moins étonnant fut le fait que le Parti du travail (PvdA, social-démocrate) s'est renforcé, essentiellement aux dépens des petits partis sur sa gauche.

Les trois partis qui constituent ce qu'on appelle la « gauche radicale » ont perdu cinq des huit sièges qu'ils détenaient sous la précédente législature. Le Parti communiste néerlandais (CPN) a perdu ses 3 sièges et sera absent de la Chambre des députés pour la première fois depuis 1920. Le Parti socialiste pacifiste (PSP) a perdu deux de ses trois sièges. Quant au Parti politique des radicaux (PPR), il a gardé ses deux sièges mais en perdant des dizaines de milliers de voix. Ces pertes enregistrées par la gauche radicale ne constituent pas un incident fortuit. Durant ces dernières années, le CPN, le PSP et, dans une moindre mesure, le PPR, ont perdu des milliers d'adhérents. Le PSP en compte aujourd'hui environ 6 000 contre 10 000 il y a trois ans.

De plus, les capacités de mobilisation et d'intervention de ces partis se sont réduites de manière dramatique. En quelques années, le CPN a perdu l'essentiel de son implantation dans la classe ouvrière et dans les syndicats. Et ces trois partis ont de plus en plus de difficultés à mobiliser leurs propres militants.

Robert WENT

Les résultats des élections législatives de mai 1986 ont confirmé ce qui était déjà évident depuis un certain temps. Les partis de la gauche radicale sont profondément en crise, une crise à la fois d'organisation et de perspectives, et dont la fin n'est pas en vue.

En mars 1987, doivent se tenir des élections régionales. Et malgré les attaques brutales du gouvernement dans les domaines de l'éducation, des services sociaux, de la sécurité sociale, de la santé, contre les retraités et les travailleurs du secteur public, on s'attend à ce que la gauche radicale recule encore plus et soit dans l'incapacité de profiter de la résistance ouvrière à la politique du gouvernement.

### LES RACINES DE LA CRISE

Il y a plusieurs raisons qui expliquent la crise de la gauche radicale. Ces dernières années, la marge de manœuvre des partisans d'une politique réformatrice de gauche s'est rétrécie. Ceci est dû essentiellement à la crise, car aujourd'hui il y a moins de possibilités d'obtenir des concessions de la bourgeoisie. Il y a aussi la force d'attraction qu'exerce le PvdA sur l'électorat de la gauche radicale, car, après quelques années de gestion de la crise par le gouvernement de droite, la résistance à la politique gouvernementale a tendance à se polariser autour de la plus grande force d'opposition.

Même si les gens ont peu de confian-

ce dans la capacité d'un gouvernement PvdA à opérer des changements de fond, beaucoup votent pour ce parti dans l'esprit de choisir le moindre mal. Ils préfèrent donc voter « utile » plutôt que d'accorder leurs suffrages à la gauche radicale qui n'a aucune chance d'accéder à des responsabilités gouvernementales.

Face à la volonté unitaire des militants luttes de classes dans la période difficile actuelle, la gauche radicale n'a pas réussi à unir ses forces. Depuis des années, elle tente d'améliorer la coordination de ses actions. Sur le plan local, une telle coopération s'est souvent développée, bien qu'en général elle ne soit pas allée beaucoup plus loin que la présentation de listes communes aux élections municipales et l'organisation par la suite d'un groupe d'élus. Mais sur le plan national, il n'y a eu aucun progrès.

En fait, les discussions sur la coopération au niveau national ont elles-mêmes conduit à deux scissions. La Ligue des communistes dans les Pays-Bas (VCN) a scissionné du CPN (2). Aux élections législatives, ce « nouveau parti communiste » créé sur une ligne pro-Moscou, a obtenu moins de 5 000 voix. Le PSP a aussi connu une scission. Le Parti pour le socialisme et le désarmement (PSO) fut créé par des membres du PSP qui crai-

1. Voir l'article de Richard Bastiaans, « Comment la droite a gagné les élections législatives », publié dans *Inprecor* numéro 224 du 21 juillet 1986.

2. Voir l'article de Jan Willem Stutje, « Scission dans le CPN », publié dans *Inprecor* numéro 187 du 7 janvier 1985.

gnaient que ce parti abandonne ses principes fondamentaux. Mais le PSO a éclaté en moins de trois mois.

## LA GAUCHE RADICALE ABSENTE DES LUTTES

Ces dernières années, le CPN a largement perdu ses bases dans la classe ouvrière et le mouvement syndical. Les industries traditionnelles, où ce parti avait ses racines, ont été durement frappées par la crise économique, et dans les industries nouvelles, telles la chimie et la pétrochimie, le CPN n'a pas réussi à s'implanter. De plus, l'importance accordée par le parti au travail syndical a systématiquement diminué. Le PSP n'a jamais eu de base significative dans la classe ouvrière, ses militants étant pour l'essentiel issus de la jeunesse radicalisée.

Le Parti politique des radicaux (PPR), issu en 1968 du Parti populaire catholique (KVP), un des partis qui a plus tard constitué l'Appel démocrate-chrétien (CDA), a entretenu, dès sa formation, des liens avec des secteurs du mouvement ouvrier catholique. Mais ces liens ont toujours été assez ténus.

La gauche radicale est donc peu présente dans les entreprises industrielles et dans le mouvement syndical et n'y joue pas un rôle significatif. S'il est vrai qu'il y a eu des modifications dans la classe ouvrière, la gauche radicale n'y apporte aucune réponse.

De fait, on trouve peu de travailleurs des secteurs clefs de l'économie dans les rangs de ces trois partis. Ceci est encore plus vrai en ce qui concerne leurs directions. Le résultat en est que le CPN, le PSP et le PPR sont de plus en plus sensibles aux mouvements d'humeur des mouvements de masse qui se trouvent confrontés à des problèmes importants.

Les possibilités de la gauche radicale de développer des actions et des campagnes dans la classe ouvrière qui pourraient peser dans la lutte des classes sont donc minimes.

La conséquence de tout cela a été que ces dernières années, la gauche radicale a été de moins en moins capable de jouer un rôle important dans les luttes. Cette réalité pèse aussi dans les débats sur les perspectives qu'elle s'efforce de proposer. Parce que son action est peu productive et qu'il est très difficile de faire participer les propres membres du CPN, du PSP et du PPR aux initiatives décidées, l'attention accordée par ces partis à la lutte et à la mobilisation a diminué. Ensemble, le CPN, le PSP et le PPR comptent encore environ 20 000 adhérents, mais, actuellement, ils ne font rien avec ce potentiel militant. Aucune initiative n'a été prise pour lancer une campagne contre la politique du gouvernement. Même quand la gauche radicale se mobilise, elle ne se préoccupe pas de la construction d'un mouvement dans la classe ouvrière ni du renforcement des courants critiques qui existent dans le mouvement syndical.

Pour la gauche radicale, l'écart entre, d'un côté, le travail au sein des assemblées



Manifestation du mouvement anti-guerre aux Pays-Bas. (DR)

parlementaires sur les plans national, régional et local et, de l'autre, l'action militante est devenu très grand. Le travail dans les conseils locaux et dans le parlement national absorbe de plus en plus l'activité des partis de la gauche radicale.

## POUSSER LA SOCIAL-DEMOCRATIE A GAUCHE ?

Sur le plan des perspectives qu'elle propose, la gauche radicale ne se trouve pas dans une situation meilleure. La social-démocratie a connu une évolution droitière et la gauche radicale l'a suivie. Ses propositions deviennent de plus en plus « réalistes », c'est-à-dire de plus en plus réformistes. L'écart entre les beaux discours sur le socialisme et la pratique quotidienne s'élargit.

Sur le plan stratégique, ces partis essaient de constituer une sorte de gauche social-démocrate hors de la social-démocratie. Le PvdA est considéré comme un « allié » qu'il faut « pousser plus à gauche ». Dans la pratique, cette politique conduit souvent à des adaptations à la social-démocratie. Par exemple, les résolutions proposées par la direction du CPN pour le congrès du parti en novembre 1987 expliquent que le CPN doit s'orienter plus vers le PvdA parce que, ces dernières années, ce parti aurait évolué à gauche ! Pour le CPN, l'objectif n'est donc pas de construire une alternative à la social-démocratie mais de la tirer plus à gauche par de bons arguments.

Durant la dernière décennie, la gauche radicale n'a pas pu se renforcer car la mobilisation de la jeunesse a été limitée. Et même là où il y a eu quelques signes d'une nouvelle radicalisation, comme, par exemple, dans le mouvement pacifiste, la gauche radicale, par sa politique suiviste vis-à-vis des sociaux-démocrates qui dominent la direction du mouvement, a laissé échapper sa chance de se construire.

L'état actuel de la gauche radicale pose le problème de savoir si avec sa politique, sa composition (qui vient pour l'essentiel des années 1960) et sa nostalgie pour le bon vieux temps elle sera capable de profiter des nouvelles radicalisations au sein de la jeunesse et de la classe

ouvrière.

Etant donné la profondeur de la crise de ses organisations, la possibilité que la gauche radicale joue un rôle dans la radicalisation de nouvelles couches aux préoccupations et aux caractéristiques nouvelles semble être des plus réduites.

## LA POLITIQUE DES MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Le Parti socialiste des travailleurs (SAP), section néerlandaise de la IVe Internationale, participe, là où il peut, aux discussions avec la gauche radicale sur les perspectives. Au Conseil municipal de Rotterdam, la deuxième ville du pays, le SAP participe à la fraction Links Rotterdam (Gauche rotterdamoise), qui regroupe le CPN, le PSP, le PPR et le SAP. En général, pour les élections, le SAP essaie de s'allier à la gauche radicale. Des contacts ont été pris dans ce sens dans la perspective des élections régionales de mars 1987. Mais l'unité avec la gauche radicale n'est pas un but en soi. Elle doit servir à renforcer la lutte, à améliorer la position de la gauche dans le mouvement ouvrier.

Pour l'essentiel, dans les discussions et les initiatives, le SAP propose les lignes directrices suivantes :

- une orientation vers l'action, proposant des initiatives pour intervenir dans les luttes ;

- le développement d'une implantation et l'initiation de campagnes dans les entreprises et le mouvement syndical ;

- pour l'indépendance de classe à tous les niveaux, dans l'action et dans les structures de type parlementaire, pour apporter des réponses anti-capitalistes.

La perspective du SAP dans l'action et dans les débats est celle de la construction d'une alternative anti-capitaliste à la droite aussi bien qu'à la social-démocratie.

La démarche politique du SAP a donné des résultats. Le parti commence à jouer un rôle plus important dans les luttes et il a mené une campagne législative réussie. Ses succès sont remarquables dans certains cercles de la gauche radicale. ■

Robert WENT,  
Amsterdam, 20 novembre 1986.

# Du "Contragate" à la déroute de de la "contra"

## La stratégie américaine en difficulté

**I**NDISCUTABLEMENT, l'amélioration de la situation militaire au profit des révolutionnaires nicaraguayens, qui avait commencée en 1985, s'est confirmée en 1986. L'armée sandiniste s'est renforcée, structurée, contraignant les groupes contre-révolutionnaires à se replier de plus en plus sur le territoire hondurien d'où ils lancent leurs incursions.

Comme dans toute armée de mercenaires, les luttes intestines et la corruption rongent les rangs de la « contra ». L'accélération de la réforme agraire leur a fait perdre le peu de base sociale paysanne qu'ils avaient pu avoir en 1982-1983. Dans les sommets de la contre-révolution, basée à Miami, la lutte pour le pouvoir va bon train. Les « politiques » de l'Union de l'opposition nicaraguayenne (UNO) renâclent à se soumettre à la prééminence des « militaires » de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN). Ils veulent donner à la « contra » un visage de « combattants pour la liberté » qui évidemment s'accommode mal de l'image de marque de la FDN, ramassis d'ex-gardes somozistes. Washington a sommé la « contra » de taire ses dissensions et de se présenter sous un jour qui la rende crédible politiquement au niveau international. Les Etats-Unis disposent pour ce faire d'un argument de poids, puisque ce sont eux qui fournissent l'argent sans lequel

la « contra » cesserait purement et simplement d'exister. Après les cent millions de dollars d'aide votés par le Congrès en juin 1986, l'état-major antisandiniste a promis des résultats rapides sur le plan militaire. Depuis 1981, l'objectif est toujours le même, s'emparer d'une ville nicaraguayenne de quelque importance et, de là, proclamer un gouvernement provisoire qui pourrait alors en appeler à l'aide du protecteur américain.

60 millions de dollars ont été fournis dès octobre 1986 à la « contra ». Les résultats rapides escomptés se font attendre sur le plan militaire mais, économiquement et humainement, la guerre imposée au Nicaragua se fait chaque jour plus lourde (voir tableau). Les Etats-Unis misent sur le mécontentement populaire, la lassitude face aux difficultés de la vie quotidienne qui prennent des proportions incontrôlables. Ils comptent sur un affaiblissement interne de la révolution.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté en novembre dernier le scandale des ventes d'armes américaines à l'Iran dont le produit a été détourné pour la « contra ». Le texte ci-dessous, tiré du bulletin de l'Agencia Nueva Nicaragua, trace le bilan militaire de cette année 1986, examine les conséquences que peut avoir pour le Nicaragua l'« Irangate-Contragate ».

William I. ROBINSON

Quatre facteurs marquent la guerre imposée au Nicaragua dans l'année qui vient de s'écouler. La confirmation de l'échec stratégique de la « contra », le renforcement de l'armée sandiniste, l'aggravation de la crise interne des contre-révolutionnaires et, parallèlement, une plus grande implication directe des forces nord-américaines.

L'administration Reagan, qui avait dû reconnaître, au début de l'année, la crise de la « contra », espérait bien que d'ici à la fin de l'année les contre-révolutionnaires auraient augmenté leurs possibilités offensives. Encouragés par le « programme des 100 millions », approuvé en juin par le Congrès, les stratèges de guerre nord-américains misaient sur des résultats immédiats qui leur auraient permis de prouver à l'opinion internationale que la « résistance démocratique a retrouvé sa combativité ». Mais la crise sévissant déjà en début d'année dans l'état-major contre-révolutionnaire s'est tellement amplifiée au fil des mois que le projet est au bord de la déroute.

Fin 1985, le ministre de la Défense du Nicaragua, le général Humberto Ortega (1), avait annoncé : « Cette année, l'impact stratégique de l'armée mercenaire s'est dégradée de manière irréversible, l'année prochaine, cette évolution se poursuivra et mènera à un fiasco ».

Une année plus tard, à la mi-décembre 1986, le général Ortega informait que les « contras » avaient subi 6 000 pertes dont environ 4 000 morts, preuve nu-

mérique de la détérioration de la situation pour les mercenaires.

Les pertes totales de la contre-révolution, ces dernières années, s'élèvent à plus de 16 000 morts, blessés et prisonniers. A son heure de gloire en 1984, l'effectif contre-révolutionnaire était estimé à 15 000 hommes.

L'Armée populaire sandiniste (EPS) a « nettoyé » en 1986 d'importantes zones et repoussé le gros de la FDN (2) vers le Honduras. Selon le général Ortega, sur les 6 000 hommes présents sur le territoire nicaraguayen début 1986, il n'en reste plus que 2 000 en décembre. Les offensives sandinistes de 1985 se sont poursuivies au début de 1986 dans les mêmes régions, Chontales et Boaco, au centre du pays, où se trouvaient dispersés des « contras » en quête de refuge.

En février, le ministre Ortega dénonce le réarmement massif par le Pentagone et la CIA des « contras » basés au Honduras en ces termes : « L'administration Reagan non seulement renforce sa politique de terroirisme d'Etat contre le Nicaragua mais en plus elle est en train de constituer une 7ème armée (les 'contras') dans la région centraméricaine ». Fin mars, plus de 1 000 « contras » font une tentative d'invasion, ayant pour but d'installer un gouvernement provisoire, qui échoue et se solde au bout d'une semaine de durs combats par environ 600 pertes.

Avant cet échec spectaculaire, la Maison Blanche avait monté une opération de propagande autour d'une prétendue invasion sandiniste du Honduras, créant de toutes pièces la crise de la Se-

maine sainte : tandis que des avions nord-américains transportaient des soldats honduriens et des équipements militaires à la frontière, l'administration Reagan exploitait l'affaire pour légitimer devant le Congrès sa demande d'aide pour la contre-révolution.

### LA NOUVELLE TACTIQUE DE LA CONTRA

En mai, Humberto Ortega dénonce d'importantes manœuvres militaires nord-américaines autour du Nicaragua, des activités aériennes et maritimes d'espionnage, destinées à réactiver la guerre et coïncidant avec les débats au Congrès au sujet de l'allocation de 100 millions de dollars de crédits à la « contra ». En même temps, selon les services de renseignements de l'EPS, l'ex-colonel de la garde somoziste et chef militaire de la FDN, Enrique Bermudez, donne l'ordre aux hommes infiltrés au Nicaragua d'inten-

1. En septembre dernier, sont entrés en vigueur de nouveaux grades dans l'EPS, normalisant la hiérarchie selon les équivalences internationales. A cette occasion, Humberto Ortega, l'un des neuf commandants de la révolution, ce qui est un titre honorifique, est devenu général de l'armée.

2. La FDN que dirige l'ex-colonel de la Garde somoziste Enrique Bermudez a été créée en 1981 par l'unification, sous les auspices de la CIA, de trois organisations contre-révolutionnaires : l'Armée nationale de libération (ELN), l'Alliance démocratique révolutionnaire nicaraguayenne (ADREN) et la Légion du 15 septembre. La FDN regroupe entre 10 et 15 000 hommes basés pour l'essentiel au Honduras.

sifier leurs attaques contre les objectifs économiques et la population civile. Conséquence des graves coups portés par l'EPS tout au long de l'année précédente, les contre-révolutionnaires n'ont plus les moyens d'organiser des opérations de grande envergure ou d'affronter directement l'armée sandiniste. Contraints d'opérer en petits commandos dispersés, ils se limitent à des actes de sabotage mineurs du point de vue militaire, mais meurtriers pour les civils et dévastateurs pour l'économie : destruction d'installations économiques et sociales, pose de mines, attaques de villages et de coopératives agricoles.

Les résultats de cette nouvelle tactique se lisent dans les statistiques des actions des contre-révolutionnaires pendant les six premiers mois de 1986. Selon les données du ministère de la Défense, si les forces de la FDN opérant à l'intérieur du pays ont fui le combat direct, ils ont par contre fait sauter 14 pylônes et transformateurs, brûlé 10 camions civils, 2 monte-charges, 9 unités de production agricole, 3 hangars à tabac, 2 centrales électriques, 54 habitations civiles. Ils ont attaqué au moins 3 villages, assassiné 125 civils, blessé 88 autres et séquestré 260 personnes.

La pose des mines pour tuer des civils est devenue très courante. L'organisme nord-américain de défense des Droits de l'homme, American Watch, le mentionne dans un rapport récent, dont voici un extrait : « La majorité des personnes tuées au Nicaragua sont victimes de mines (...) les 'contras' s'acharnent délibérément contre la population civile en utilisant des mines de terre ».

Autre aspect de cette nouvelle tactique, l'annonce faite en septembre 1985 par la FDN que les centaines de coopérateurs étrangers travaillant dans des projets de développement au Nicaragua ne seraient plus dorénavant épargnés. Ils ont joint l'acte à la parole en assassinant en février le technicien suisse Maurice Demierre, en séquestrant huit Allemands en mai (libérés en juin sur ordre des Etats-Unis soumis à des pressions multiples), en assassinant le Basque Ambrosio Morrogan en juin puis en tuant le Suisse Yvan Leyvraz, le Français Joël Fieux et l'Allemand Bernd Koberstein en juillet.

De même, en 1985-1986, la FDN a perdu ce qui formait bon gré mal gré la base sociale qu'elle s'était assurée dans les zones de campagne les plus reculées et s'est trouvé dans l'impossibilité de remplacer ses pertes. Cela a conduit en 1986 à une extension des pratiques d'enlèvements et de recrutement forcé de paysans et à une mercenarisation croissante de ses troupes. Tandis que des mercenaires venus de pays aussi différents que l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, les Philippines et Taiwan grossissaient les rangs de la « contra », les désertions des paysans nicaraguayens, déçus d'avoir été trompés par les somozistes et encouragés par l'amnistie sandiniste, se sont multipliées, atteignant selon des sources officielles, une moyenne de trois défections par jour. A cela,

#### DOMMAGES PHYSIQUES ET PERTES DANS LA PRODUCTION (en millions de dollars) 1981-1984

	1981-1984	1981	1982	1983	1984
<b>Total des dommages et pertes</b>	<b>392,9</b>	<b>7,0</b>	<b>31,3</b>	<b>143,5</b>	<b>187,5</b>
<u>Dommages physiques</u>	<u>92,5</u>	<u>2,7</u>	<u>9,0</u>	<u>41,1</u>	<u>16,1</u>
- Secteur agricole	10,1			5,0	5,1
- Bois et forêts	29,2			24,1	5,1
- Pêche	11,0	2,2	1,7	5,4	1,7
- Mines	4,3	0,5	1,7	1,5	0,6
- Construction	14,3		5,6	5,1	3,6
- Services	23,6				
<u>Pertes de production</u>	<u>300,4</u>	<u>4,3</u>	<u>22,3</u>	<u>102,4</u>	<u>171,4</u>
- Secteur agricole	90,8			34,8	56,0
- Pêche	34,0	2,1	4,3	11,3	16,3
- Mines	8,4	2,2	3,0	1,3	1,9
- Construction	90,0		15,0	30,0	45,0

s'ajoute une désorganisation interne des troupes, la corruption, les querelles intestines, les rixes et intrigues.

Au début de cette année éclate une timide version de l'actuel « Contragate », quand des journalistes et des membres du Congrès découvrent ce qu'il est advenu des 27 millions votés en 1985 à titre d'aide « humanitaire ». Le chef de la FDN, Adolfo Calero, son frère Mario et d'autres leaders ont littéralement détourné 15 millions pour leurs « frais personnels ». Les chefs de la « contra », déchirés par des divergences internes, s'obstinent à maintenir la fiction de l'unité.

Après de multiples réunions à Miami, Tegucigalpa et Washington, entre agents de la CIA et chefs « contras », l'administration Reagan convoque en juin 1986 toutes les parties à une réunion au sommet à Miami, en vue de restructurer l'ensemble des forces contre-révolutionnaires et cela, quelques jours avant le vote fatal du Congrès. Mais les rivalités se poursuivent dans la Mosquitia hondurienne. Kisan (3), un groupement miskito soutenu par les Etats-Unis, se plaint de ce que les ex-gardes somozistes se sont accaparés toute l'aide nord-américaine et qu'ils revendent sur le marché noir les armes envoyées par le Pentagone aux Miskitos. En octobre, la CIA réunit à nouveau tous les chefs de file à Miami, afin d'éviter la scission de la coalition contre-révolutionnaire, l'UNO (4). En décembre, une dispute éclate dans les médias costaricains entre l'UNO et une autre faction de la « contra ».

Quant au sentencieux Eden Pastora (5), dont les troupes ont été nettement battues en 1985, après avoir tout fait pour regagner l'aide et l'estime de Washington, il annonce en mai son retrait de la lutte. Il reconnaît à San José de Costa-Rica que « les 'contras' n'ont aucune chance d'être victorieux ». Il préfère donc se retirer.

L'explication du fiasco contre-révolutionnaire en 1986 ne se résume pas aux divisions de la « contra », il faut aussi le

rechercher dans la consolidation de l'armée sandiniste et des diverses structures populaires de défense. Le colonel Hugo Torres, chef de la direction politique de l'EPS, déclarait à la mi-décembre : « L'EPS est en train d'atteindre une étape supérieure ».

#### LA CONSOLIDATION DE L'ARMÉE SANDINISTE

Au cours de l'année 1986, ont été créées de nouvelles unités et structures défensives comme les compagnies permanentes territoriales (COPETE) et les bataillons de chasseurs légers (BLC). L'ensemble du système de défense a été revu et corrigé, des communautés d'autodéfense dans les campagnes aux milices territoriales en passant par la réserve dans les villes et l'armée permanente. L'organisation de la réserve s'étend sur toute l'année et culmine lors des grandes mobilisations de septembre à novem-

3. Kisan est la dernière née (1985), des trois organisations « contras » qui opèrent sur la Côte Atlantique et sont composées essentiellement de Miskitos. Les deux autres sont MISURASATA, dirigée par Brooklyn Rivera et MISURA que dirige Steadman Fagoth. L'impact politique du processus d'autonomie de la Côte Atlantique a amené une partie des insurgés de Kisan (Kisan « Pour la paix ») à entamer un processus de discussions avec le gouvernement sandiniste l'an dernier.

4. L'UNO, organisation « politique » de la « contra » a été créée en mai 1985 pour faire un pendant civil à la FDN. Ses dirigeants sont Arturo Cruz, Adolfo Calero, auparavant commandant en chef de la FDN, et Alfonso Robelo, la « Triple A ».

5. L'ex-Commandant Cero a créé l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) en 1982. Cette organisation opérait essentiellement à partir du Costa-Rica, le long de la frontière sud du Nicaragua. Pris en tenaille entre sa volonté d'apparaître indépendant vis-à-vis des anciens somozistes de la FDN et la « realpolitik » d'unification des forces « contras » préconisée par les Etats-Unis, Eden Pastora a annoncé au printemps dernier qu'il se retirait de la lutte anti-sandiniste et demandé l'asile politique au Costa-Rica où il a ouvert une petite entreprise de pêche !

bre. Ces structures sont préparées pour faire face à une éventuelle intervention directe des Etats-Unis.

Lors du 25ème anniversaire du Front sandiniste, le 8 novembre, s'est déroulé le plus grand défilé militaire depuis la victoire de la révolution en juillet 1979. Des détachements des unités spéciales de l'EPS y participaient et tous les moyens de défense du pays, artillerie lourde et légère, batteries de DCA, véhicules blindés et chars, hélicoptères de transport et de combat témoignaient du degré de préparation et d'organisation du système de défense nicaraguayen.

Pendant toute cette année 1986, l'implication directe des Etats-Unis s'est intensifiée et les tensions dans les zones frontalières se sont accrues, notamment avec le Honduras. Les Etats-Unis ont lancé toute une série d'opérations d'espionnage et d'assistance logistique à la « contra ». Le capitaine Ricardo Wheelock, chef des services de renseignements de l'EPS, signalait qu'au cours des dix premiers mois, 469 vols de reconnaissance et de ravitaillement avaient été effectués à partir des territoires hondurien et costaricain, ainsi que 169 vols ayant des objectifs plus spécifiques, directement depuis les Etats-Unis. On compte en permanence sur le sol hondurien de 3 500 à 4 500 soldats nord-américains et pratiquement un millier au Costa-Rica, la « Suisse » de l'Amérique centrale ! De nombreuses constructions militaires ont été effectuées dans ces deux pays, des pistes aériennes, des camps d'entraînement, des centres de communication, des routes et des hôpitaux. Les installations construites antérieurement ont été restaurées.

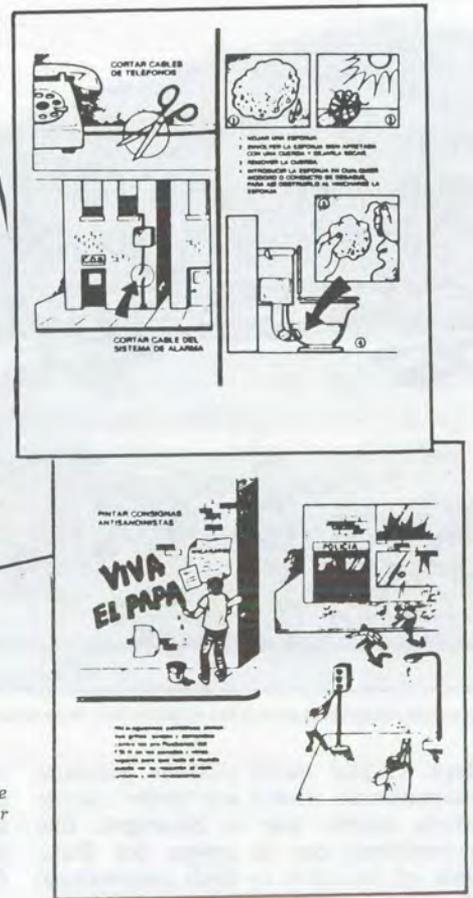
Vu l'incapacité des « contras » à opérer à l'intérieur du Nicaragua, « les Etats-Unis optent pour un déplacement du foyer de guerre vers la frontière, dans l'intention de provoquer des incidents frontaliers, propres à déclencher un conflit généralisé » dénonçait en novembre le général Ortega.

Cela s'est vérifié fin octobre, quand, dans le cadre de la guerre des frontières, chère à Washington, plus de 1 000 « contras » ont essayé d'envahir le Nicaragua depuis le Honduras. « L'opération nettoyage », nom de code de l'offensive, s'est heurtée à l'EPS, qui a repoussé les mercenaires au-delà de la frontière. En novembre, l'EPS a repoussé plusieurs agressions mineures, puis début décembre, une autre tentative d'invasion appuyée par 1 500 hommes.

Tirant les leçons de ces tristes expériences, les Etats-Unis et le Honduras ont déplacé des troupes vers la zone frontalière. Puis a suivi, le 7 décembre, le bombardement de deux villages au nord du Nicaragua par des avions en provenance du Honduras, tout ceci pour sauvegarder les forces décimées de la contre-révolution et provoquer une crise qui permettrait au Honduras de demander « l'aide » directe des Etats-Unis face à une prétendue agression nicaraguayenne. La capture de deux ressortissants



Le manuel de la CIA ou comment apprendre aux « combattants de la liberté » à déstabiliser le Nicaragua. (DR)



nord-américains sur le territoire nicaraguayen, de l'exécutant de la CIA Eugène Hasenfus et de l'espion « privé » Sam Hall puis le scandale du « Contragate » ont étalé au grand jour la participation du gouvernement des Etats-Unis à une infinité d'opérations contre le Nicaragua, toutes plus illégales les unes que les autres.

### DES CENT MILLIONS AU « CONTRAGATE »

En octobre dernier, au moment où le président Ronald Reagan, fier de son succès, apposait sa signature au bas du texte de loi sanctionnant l'octroi des 100 millions de dollars pour les « contras » et une escalade qualitative de la guerre contre le Nicaragua, il était loin de se douter qu'un mois plus tard toute sa politique visant à renverser le gouvernement sandiniste subirait de tels revers. En cette fin d'année 1986, il est difficile d'estimer exactement les conséquences du « Contragate » sur la politique de Reagan contre le Nicaragua. Il est néanmoins indéniable que la crise occasionnée par la vente secrète d'armes à l'Iran et le détournement d'une partie des gains au profit des « contras » représente un sérieux

handicap pour les forces politiques engagées dans l'agression contre le Nicaragua. Ceux qui voilà peu portaient avec superbe le badge « I am a Contra, too » (moi aussi, je suis un « contra »), à commencer par Reagan lui-même, sont à présent sur la défensive. Difficile de justifier une politique qui prétend avoir pour but le « rétablissement de la démocratie » au Nicaragua, quand elle se trouve magistralement bafouée à Washington.

Pendant le premier semestre de 1986, l'administration Reagan a déployé une offensive politique visant à rétablir l'aide militaire aux contre-révolutionnaires, suspendue en 1984 par le Congrès, et à confier de nouveau la conduite de la guerre à la CIA. En mars, la chambre des représentants à majorité démocrate refusait la première demande de Reagan, relative aux 100 millions de dollars. L'incident frontalier de mars entre le Honduras et le Nicaragua, grossi à outrance par l'administration, devait servir à exercer des pressions sur les représentants et les sénateurs, qui se lançaient dans leur campagne de réélection et risquaient de se voir accusés de « mollesse envers le communisme ». Trois mois plus tard, après avoir obtenu l'approbation du sénat à majorité républicaine, Reagan remportait la victoire politique qu'il cherchait depuis longtemps : la chambre des représentants votait, de justesse, les 100 millions. Cette loi remettait en outre à la CIA le contrôle des opérations et, pour la première fois, le Pentagone se voyait investi d'un rôle direct dans la guerre.

Le lendemain même, le 27 juin, la Cour internationale de justice de La

VICTIMES 1981-1985	
Morts	2.817
Blessés et mutilés	3.020
Enlevés	2.825
Personnes déplacées	142.980
Orphelins	6.239



L'armée nicaraguayenne s'est modernisée, mais la défense absorbe 50 % du budget. (DR)

Haye, la plus haute instance judiciaire internationale rendait son verdict dans le procès intenté par le Nicaragua. Elle reconnaissait que la guerre des Etats-Unis est contraire au droit international et qu'elle doit cesser immédiatement. La sentence eût d'importantes répercussions dans le monde entier, mais, aux Etats-Unis, elle n'apparut qu'une seule fois sur la manchette des journaux et disparut comme par enchantement du débat public pour laisser place aux affaires de politique intérieure.

En octobre, le Congrès ratifiait la loi sur l'octroi des 100 millions et la Maison Blanche se targuait d'avoir finalement décroché le « consensus bipartite » entre Démocrates et Républicains pour renverser le gouvernement sandiniste.

Le 5 octobre, un avion américain était abattu dans le sud du Nicaragua, alors qu'il transportait des armes et des munitions aux « contras ». Le seul survivant, Eugene Hasenfus, capturé le jour suivant, se met aussitôt à parler de l'opération secrète de soutien aérien, à laquelle il participait et qui violait l'interdiction du congrès frappant encore l'assistance militaire aux mercenaires. Les déclarations de Hasenfus et les nombreux documents trouvés à bord de l'avion accablaient l'administration Reagan, le vice-président George Bush, le Conseil national de sécurité, la CIA et le Département d'Etat. On découvrait tout un réseau complexe d'agents et d'ex-agents, de compagnies aériennes étroitement liées à la CIA, d'organisations privées et militaires, d'ex-fonctionnaires, impliqués dans l'aide publique ou privée aux « contras ».

Cette affaire dévoilait les activités des « contras », entre autres contrebande de drogue et d'armes, actes terroristes, détournements de fonds, etc. Pendant deux mois, jusqu'à sa remise de peine octroyée par l'Assemblée nationale nica-

raguayenne et son retour aux Etats-Unis peu avant Noël, Hasenfus faisait la une des journaux et devenait, à son corps défendant, un facteur de prise de conscience dans l'opinion publique américaine.

Mais, c'est le 25 novembre, quand le ministre de la Justice Edwin Meese révèle que 30 millions de dollars, provenant de ventes d'armes à l'Iran, ont été illégalement versés à la « contra » que se déclenche la crise politique. Le président Reagan tente de désamorcer l'affaire en demandant la démission du lieutenant-colonel Oliver North et en acceptant celle de son conseiller en matière de sécurité nationale, l'amiral John Poindexter, mais le scandale s'avère incontournable. En deux semaines, le taux de popularité et la crédibilité de Reagan tombent à leur point le plus bas depuis sa venue au pouvoir en 1980 et les réflexions à propos de son âge et de son état de santé visant à le disqualifier pour le reste de son mandat vont bon train. Par ailleurs, on s'interroge sur toutes les opérations secrètes qu'a pu exécuter le Conseil de sécurité pendant les six dernières années.

#### UNE ADMINISTRATION AFFAIBLIE

Pendant les premiers mois de l'année 1987, voire au-delà, la politique aux Etats-Unis risque d'être dominée par les enquêtes judiciaires menées par un procureur spécialement désigné et par les commissions du Congrès chargées des investigations sur l'« Irangate-Contragate ».

Tout est mis en œuvre pour protéger le président Reagan, lequel poursuivait, bien sûr, de « nobles objectifs » en vendant des armes à l'Iran, la libération des otages américains au Moyen-Orient, et ne « savait rien » du détournement de fonds pour les « contras ». Mais en supposant même que les enquêtes finis-

sent par l'absoudre et épargner sa responsabilité personnelle directe, ce qui semble peu probable, Reagan ne pourra échapper aux conséquences politiques entraînées par le scandale.

Le président Reagan qui avait donné l'ordre d'envahir l'île de Grenade en octobre 1983, en partie pour détourner l'attention de l'échec du Liban où, peu avant, 243 marines avaient trouvé la mort, pourrait de la même façon se lancer dans des actions militaires contre le Nicaragua, au moment même où cette crise politique intérieure menace la stabilité de son mandat. Cette « guerre de basse intensité » (6) à l'encontre du Nicaragua représente, outre une obsession personnelle du président, le pilier de la « doctrine Reagan ». En août dernier, le conseiller en matière de sécurité, M. Poindexter, confirmait ouvertement que Reagan avait décidé d'en finir avec le gouvernement sandiniste avant la fin de son mandat en 1988. Il lui reste donc bien peu de temps, car le Nicaragua n'est pas Grenade et une invasion du Nicaragua ne serait pas une « promenade militaire » (7). Mais une administration aussi affaiblie et divisée que celle de Reagan, assaillie de toutes parts par les critiques, peut-elle prendre le risque de se lancer dans une aventure interventionniste qui, inévitablement, conduirait à une crise de politique intérieure hors de toutes proportions ?

Du coup, le financement futur des « contras » est remis en question. En février, le Congrès aura à se prononcer sur les 40 millions de dollars qui restent à déboursier des 100 millions de dollars. Puis la Maison Blanche fera une nouvelle demande d'aide financière. Les yeux rivés sur l'échéance électorale présidentielle de 1988, le Parti démocrate se gardera bien de faciliter les choses à Reagan tout en cherchant à se protéger contre l'accusation « ce sont les Démocrates qui ont abandonné le Nicaragua au communisme ».

La défaite des « contras » sur le champ de bataille et les conséquences politiques du « Contragate » ont ouvert une petite brèche dans la politique acharnée de l'administration américaine contre le Nicaragua. Peut-être cela permettra-t-il à ce dernier d'avoir un répit au niveau économique. ■

William I. ROBINSON,  
Agencia Nueva Nicaragua,  
Managua, décembre 1986.

6. La guerre de basse intensité (low intensity war) est un produit du syndrome vietnamien sur la stratégie américaine. Elle vise à éviter l'intervention directe des Etats-Unis ou tout du moins à n'y recourir qu'en dernière instance, en préférant la déstabilisation par personne interposée, comme ici la « contra ».

7. Le Pentagone a envisagé plusieurs « scénarios » d'une intervention directe des Etats-Unis au Nicaragua. Tous prévoient plusieurs milliers de morts et de blessés du côté américain sans parler des effets qu'auraient sur la population civile nicaraguayenne les bombardements massifs nécessaires. Dans tous les cas de figure, les effets seraient sans comparaison avec ceux de l'intervention à Grenade en 1983.

# NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

## BELGIQUE

### Congrès de la JGS

La Jeune garde socialiste (JGS) a tenu son congrès les 10 et 11 janvier 1987. Cette organisation de jeunesse belge, qui a fêté l'an dernier ses cent ans d'existence, agissait jusqu'à présent en solidarité politique avec le Parti ouvrier socialiste (POS), la section belge de la IVe Internationale.

A ce congrès, la JGS a décidé de devenir explicitement l'organisation de jeunesse du POS et de soutenir avec lui le projet de construire une force révolutionnaire dans la jeunesse. Les soixante délégués présents ont décidé d'autre part, d'orienter leur organisation vers la jeunesse ouvrière et vers les lycées.

Ils ont discuté des récentes mobilisations de la jeunesse en Europe et se préparent à jouer un rôle actif dans les prochaines mobilisations lycéennes.

Dans la lutte contre la militarisation, une grande manifestation est d'ores et déjà prévue pour octobre 1987 contre l'installation de la deuxième tranche de missiles américains. La JGS aura donc dans les prochains mois d'importantes tâches pour faire de cet événement un rendez-vous de la jeunesse.

La JGS a été très active dans la solidarité avec la révolution nicaraguayenne et prépare une campagne contre les banques belges qui investissent en Afrique du Sud.

Assistaient à ce congrès comme invités, des représentants des Jeunesse communistes révolutionnaires (JCR) françaises et de l'organisation hollandaise de jeunes "Rebel".

## ZAMBIE

### Le gouvernement contraint de reculer

Au mois de décembre dernier et pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1964, une émeute populaire a fait reculer le pouvoir sur la question des prix et de la baisse du pouvoir d'achat.

Dans la région des mines de cuivres ont éclaté des manifestations spontanées qui ont fait céder le gouvernement qui voulait doubler le prix de la farine de maïs.

Le régime a expliqué qu'il s'agissait de manifestations de "hooligans" (voyous) manipulés par les forces néo-colonialistes !

La Zambie dont 90% des recettes en devises proviennent des exportations de cuivre est frappée de plein fouet par la chute des cours de ce métal sur le marché mondial et la crise des débouchés due à la récession mondiale. Par ailleurs, son commerce extérieur est

étroitement dépendant des relations commerciales avec l'Afrique du Sud.

Le régime du président Kaunda se réclame du socialisme humaniste mais demeure un régime néo-colonial classique, répressif, autoritaire et corrompu.

Les rapports au marché impérialiste ne justifient pas que 20% des plus riches de ce pays se partagent 57% du revenu national et que 20% des plus pauvres ne disposent eux, que de 4% de ce même revenu. L'agriculture et les paysans ont été laissés-pour-compte, les campagnes se vident et la moitié de la population zambienne se concentre dans les villes. Sur dix-huit fermes d'Etat qui ont chacune 20 000 hectares de terres, trois seulement, selon une enquête officielle, ont un "semblant de production". Dans certaines régions, à cause de la pénurie de moyens de transport et de stockage ou d'une commercialisation défectueuse, un quart des récoltes sont perdues. Mais dans le même temps, la Zambie Airways a acquis en leasing un gros porteur DC-10, l'Union nationale pour l'indépendance (UNIP), le parti unique, se construit un local fastueux et la compagnie minière ZCCM (Zambia Consolidated Copper Mines) vient d'emménager à Lusaka, la capitale, dans un luxueux immeuble revêtu de marbre !

Alors, la population en a eu assez qu'on lui parle de sacrifice et d'austérité, au nom du socialisme et de la patrie en danger !

## QUEBEC

### Victoire du mouvement étudiant

La mobilisation étudiante de cet automne a réussi à bloquer les attaques libérales en matière d'éducation qui visaient à limiter l'accès à l'enseignement supérieur, supprimer peu à peu la gratuité des collèges, augmenter les frais de scolarité universitaires et rogner sur les bourses.

Mais le mouvement étudiant, sous la direction de l'Association nationale des étudiants et des étudiantes du Québec (ANEQ) se sont organisés pour défendre le droit à la formation pour tous menacé par ces projets du gouvernement. Un total de 28 institutions ont participé à un mouvement de grève qui aura duré dix jours en tout.

Et les étudiants ont gagné. Dès le 22 octobre, 20 associations étudiantes déclenchèrent une grève générale illimitée, une mobilisation comme on n'en avait pas vue depuis des années dans la jeunesse scolarisée !

Quelques jours à peine après le déclenchement de l'action, le premier ministre Bourassa, s'engageait à l'Assemblée nationale à maintenir les frais de scolarité au même niveau jusqu'en 1989. Puis le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Claude Ryan, rencontrait les représentants des

étudiants. A la suite de cette réunion, s'établissait un calendrier de discussions sur la réforme des bourses. Sur ce point-là également, le mouvement étudiant obtenait des garanties de la part du ministre.

Si la mobilisation a permis de contrecarrer les projets élitistes de réforme du système d'éducation, la bataille n'est pas pour autant terminée et le mouvement étudiant doit se montrer vigilant, notamment sur la question des bourses qui permettent à ceux qui le désirent d'accéder à l'enseignement supérieur même s'ils ont peu de ressources financières. ■

## REVUES

### "Perspectiva mundial" a dix ans

Voilà dix ans, le 19 janvier 1977, apparaissait le premier numéro de *Perspectiva Mundial*, la revue en langue espagnole éditée par les camarades du Parti socialiste ouvrier (SWP), l'une des organisations en solidarité fraternelle avec la IVe Internationale aux Etats-Unis.

*Perspectiva Mundial*, qui se veut "une revue socialiste destinée à défendre les intérêts du peuple travailleur", a largement couvert l'actualité internationale, notamment la révolution nicaraguayenne.

Son rôle et son importance ont été accrues aux Etats-Unis par la suppression, en septembre dernier d'*Intercontinental Press*, son équivalent en langue anglaise.

La fonction qui lui est désormais dévolue reflète bien l'intérêt que portent les camarades du SWP, aux populations de langue espagnole, Chicanos, immigrés et réfugiés du Mexique et d'Amérique centrale. □

## ETATS-UNIS

### Congrès de Socialist Action

Des délégués et des invités venus de tout le pays ont participé au deuxième congrès national de Socialist Action (SA) à la fin novembre 1986.

Socialist Action a été créée il y a trois ans, comme organisation en solidarité politique avec la IVe Internationale. Depuis, elle a réussi à stabiliser des sections locales dans de nombreuses régions des Etats-Unis.

Au cours d'un débat très large, les délégués ont discuté de la participation de SA aux actions de masse contre l'apartheid et contre l'intervention US en Amérique centrale.

La coalition anti-guerre de San Francisco, qui a fait descendre dans la rue des dizaines de milliers de personnes, fut citée comme exemple pour les manifestations nationales contre la guerre et contre l'apartheid prévues pour le 25 avril 1987.

Un rapport fait à la convention a signalé le rôle joué par SA dans l'organisation de la solidarité matérielle avec la grève de Hormel. (sur cette lutte, voir *Inprecor* numéro 224 du 21 juillet 1986). Dans le rapport politique central approuvé par le congrès, Carl Finnamore, membre du comité national de SA, soulignait qu'il existe un potentiel sans précédent pour mobiliser le mouvement ouvrier dans des campagnes politiques.

Le rapport international, fait par Alan Benjamin, rédacteur en chef du journal *Socialist Action*, soulignait l'importance des luttes auxquelles on a assisté dans des pays aussi divers que l'Afrique du Sud, la Pologne, Haïti, les Philippines, la France et une série de pays d'Amérique latine.

Un rassemblement international a eu lieu le même week-end, axé sur les luttes en Amérique centrale et en Europe. Carmen Olivares, une journaliste nicaraguayenne, parlait de la lutte contre les "contras" soutenus par les Etats-Unis. Son discours fut suivi par des interventions de militants de SA qui s'étaient rendus récemment au Nicaragua et au Salvador.

Parmi les autres orateurs au rassemblement, il faut noter la présence de Al Lannon, président d'une section locale du Syndicat international des dockers et des travailleurs des entrepôts; celle de Ralph Schoenman, qui est intervenu sur le thème de la lutte pour la démocratie socialiste en Pologne; et celle de Claudio Giuliano, qui apportait au rassemblement les salutations du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale.

## PHILIPPINES

### Une lettre du Partido ng Bayan

*Nous avons publié dans notre numéro 231 du 1er décembre 1986, le message envoyé par le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale au Partido ng Bayan et à la confédération syndicale KMU, à l'occasion de l'assassinat brutal du président de ces deux organisations, Rolando Olalia.*

*Nous publions ci-dessous la réponse du Partido ng Bayan.*

Chers camarades,

Cette lettre est l'expression formelle de notre reconnaissance profonde pour la sympathie chaleureuse et la solidarité que vous avez exprimé non seulement au Partido ng Bayan et au Kilusang Mayo Uno, mais aussi à la famille endeuillée et aux larges masses que notre président défunt avait servi avec tant de dévouement.

Votre message d'espoir et de courage nous donne la force et une ferme résolution pour œuvrer vers la création d'une société libre,

juste et humaine. La perte de Ka Lando et Ka Leonor ne sera pas la fin de ce qui a représenté leur vie. Par leur mort, nous avons scellé un engagement formel avec eux, ainsi qu'avec tous les martyrs philippins, à poursuivre la lutte pour le nationalisme véritable et la démocratie. Nous sommes conscients du soutien que vous nous avez apporté dans notre lutte pour ces objectifs. Nous espérons que cet échange de lettres soit le début d'une relation concrète de travail avec vous et votre organisation.

Bon travail, salutations fraternelles,  
Avec respect,  
Alan Jazmines  
secrétaire général

## JEUNES

### Tournée européenne des étudiants français

Le mouvement étudiant français de décembre 1986 a suscité beaucoup d'intérêt parmi la jeunesse européenne. De nombreuses organisations politiques ou syndicales ont invité des représentants du mouvement étudiant à venir faire des tournées de meeting dans divers pays Européens.

La structuration démocratique du mouvement, son fonctionnement en assemblées générales, en coordinations, la place et le rôle des organisations syndicales, autant de thèmes qui ont soulevé un vif intérêt et des débats passionnés parmi les participants aux réunions.

Les étudiants français ont été en Euskadi en Italie, en Grèce, en Allemagne fédérale, en Suisse et ce n'est pas fini.

Dans les deux premiers pays existent des mobilisations jeunes importantes ce qui a donné un relief tout particulier aux échanges d'idées. Pareil pour la Grèce où la bourgeoisie concocte un projet de réforme du système de formation qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de Devaquet.

Les étudiants québécois qui eux aussi ont mené une lutte victorieuse, ont invité leurs "collègues" français. Ces derniers, reculeraient-ils devant le froid?

## MARXISME

### Une étude sur la révolution chinoise

Le numéro 2 des *Cahiers d'Etude et de Recherche* est paru. Il s'agit de la première partie d'une étude sur la révolution chinoise, par Pierre Rousset. Il traite principalement de la Deuxième révolution chinoise, celle de 1926-1927, qui finit dans les désastres de Shanghai, Wuhan et Canton. Une brève introduction en forme de chronologie sur la révolution républicaine de 1911, dirigée par Sun Yatsen, des détails peu connus sur la période 1921-1924 de collaboration effective entre le Parti communiste chinois et le

Kuomintang, et une analyse des séquelles de la défaite, notamment de la formation des zones rouges dites soviétiques et de l'ascension de Mao au sein du PCC, fournissent un complément utile aux ouvrages de Broué, Isaacs, Trotsky. Enfin, un chapitre intitulé "A la recherche de la voie chinoise" examine les problèmes d'adaptation du marxisme aux sociétés non-européennes. Cette première partie expose le projet maoïste tel qu'il s'élabore au début des années 1930. Dans la deuxième partie, l'auteur examinera dans quelle mesure ce projet a pu s'appliquer à la réalité chinoise des années 1940 et contribuer à la victoire de 1949.

Egalement disponible, le CER N° 1, "La place du marxisme dans l'histoire", par Ernest Mandel.

A paraître, le CER N° 3, "La révolution chinoise - Tome II", par Pierre Rousset.

Abonnements : 180 francs français pour neuf numéros

L'exemplaire : 20 francs français  
(Ajouter 20 % pour les envois par avion.  
Chèques libellés à Pierre Rousset. Envoyer à : CER.NSR, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.)

